



Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire.

*Les jeunes...
L'espoir pour un monde meilleur*

Actions et propositions de jeunes pour un changement social

**Cahier de propositions
du
Chantier Jeunes**

Coordonné par Nacéra Aknak Khan

Novembre 2001

La réalisation de ce cahier de proposition n'aurait été possible sans la participation active de l'équipe internationale du Chantier Jeunes :

**Brett Solommon, Australie
Dieudonné N'Koum, Cameroun
Eduardo Rombauer, Brésil
Ethan Gelber, USA
Fabrice Coppin, France
Grainne Kelly, Irlande du Nord
Gustave Assah, Bénin
Jane Higgins, Australie
Jean Bernadd Addor, Suisse
Marie Claude Bélanger, Canada
Michale Owiso, Kenya
Rajendra Mulmi, Népal
Sarfaraz Khan, Inde
Soraia Mello, Brésil
Sterling Lambert, Canada
Tijana Zivanovic, Yougoslavie**

Nous remercions la fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme de nous avoir permis de réaliser ce travail collectif. Sans son support financier et méthodologique, il aurait été difficile de relever un tel défi.

SOMMAIRE

- I. CULTURE ET ART**, par Ethan Gelber (Etats-Unis) et Fabrice Coppin (, France)
- II. LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET LE HIV/SIDA**, par Jane Higgins (Australie), Razaan Bailey (Afrique du Sud) et Sterling Lambert (Canada)
- III. EDUCATION**, par Sarfaraz Khan (Inde) et Tijana Zivanovic (Yougoslavie)
- IV. JEUNES ET LA RESOLUTION DES CONFLITS**, par Biplove Choudhary (Inde)
- V. GOUVERNANCE**, par Véronique Rioufol (France), Rui Mesquita (Brésil) et Grainne Kelly (Irlande du Nord)
- VI. COMPETENCES ET MODES DE VIE**, par Biplove Choudhary (Inde)

INTRODUCTION

Les jeunes n'ont pas seulement une grande énergie, mais une vision unique de l'avenir. Malheureusement, cette force n'est pas considérée à sa juste valeur. Il est vrai que les aînés ont plus d'expériences à offrir aux jeunes acteurs, mais cette transmission ne concerne pour la plupart du temps que les dogmes, les traditions et de plus, dans un discours unilatéral.

L'accessibilité à l'information par les nouvelles technologies et les médias permet aux jeunes de construire leurs propres points de vue sur la réalité du monde. Ce qui est nécessaire est de guider cette jeunesse pour avoir une analyse objective de son propre vécu et de les aider à construire ce qui leur semble important pour eux et pour les générations à venir. Et ce n'est que de cette façon que la jeune génération peut apporter sa pierre au chef d'œuvre de la vie comme toutes les autres. En effet, il est important de pouvoir avoir le sentiment de participer à la construction du monde et de la société actuels, et pour cela, la vision des jeunes qui paraît parfois farfelue, doit être prise en considération de façon sérieuse comme un signe d'encouragement.

Dans le cadre de notre réseau, qui n'est certainement pas représentatif de toute la jeunesse, nous avons découvert que le 'système' dans lequel nous vivons ne prend pas du tout en

considération la limite des ressources, ne respecte pas les valeurs humaines, ne veille pas à l'application de la justice ni de l'équité entre les peuples. Nous assistons à des inégalités et des paradoxes flagrants, des enfants et des personnes qui meurent de faim alors que d'autres ne savent plus quoi faire de leur surplus de production. Des gens meurent de maladies que l'on traite facilement aujourd'hui dans d'autres pays. Des Etats pillent la diversité d'autres peuples et les brevettent à leurs noms au vu et au su de tous.

Nous estimons que nous avons notre mot à dire face à cette fâcheuse réalité, même si nous savons pertinemment que nos moyens sont limités pour pouvoir résoudre réellement les problèmes.

Nous estimons aussi qu'il est nécessaire de dépasser les frontières et d'aller à la recherche de la vérité, de solutions là où elles se trouvent.

Nous considérons que par le lien que nous créons entre nous, nous mettons nos empreintes dans la construction d'un monde plus juste. Oui, il est important que les jeunes partagent, discutent et échangent leurs points de vue sur ces réalités. Ils doivent aussi se renforcer mutuellement afin de pouvoir construire une génération forte avec ses propres idées.

Ce que nous avons pu réaliser est énorme, car nous avons réussi à réunir des centaines de jeunes personnes et leur avons permis de dialoguer, discuter, échanger leurs points de vue et même construire ensemble des propositions concrètes d'actions pertinentes pour le changement.

Nous avons également appris à travailler ensemble en respectant notre diversité de visions et en utilisant les moyens techniques qui existent.

Ce n'est peut être pas toute la jeunesse, mais c'est au moins un groupe de personnes qui feront attention à leurs gestes quotidiens et tentent par ce qu'ils ont appris à changer de comportement envers la différence, la protection des ressources et de l'environnement et devenir plus responsables.

LE CHANTIER JEUNES

Le Chantier Jeunes (CJ) est un réseau international de jeunes créé pour identifier et pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés dans le monde entier. Qu'il s'agisse de lutte contre l'injustice, contre la pauvreté, la discrimination, la faim, la criminalité, la violence ou de partage d'idées ou de points de vue novateurs qui peuvent contribuer à un développement durable et enrichissant pour les sociétés, le CJ s'efforce de soutenir et d'encourager les jeunes à réagir face aux défis qu'ils rencontrent. Il se base sur le simple fait que les jeunes ont la capacité et la volonté de provoquer des changements essentiels, et qu'à partir de là il faut leur donner les moyens de jouer un rôle important pour améliorer leur propre sort, celui de leurs communautés et de la société toute entière.

Nous sommes convaincus qu'en continuant à travailler avec nos propres méthodes, dans nos communautés respectives, nous pourrions aller très loin, grâce à l'échange d'expériences, d'informations et d'idées, et en nous aidant mutuellement au niveau mondial. En construisant ce réseau collectif informel, nous espérons dépasser les barrières internationales qui bloquent et divisent les dialogues et les actions des jeunes à l'échelle internationale. Ce réseau constitue donc notre propre outil grâce auquel nous pouvons nous familiariser avec les réalités des jeunes de nos régions et d'ailleurs, et pouvons exprimer librement nos attentes, nos espoirs et préoccupations.

A une époque où l'information est de plus en plus facilement accessible grâce aux avancées technologiques, nous avons aujourd'hui une meilleure connaissance du monde qui nous entoure. Tous les jours nous pouvons constater les effets dévastateurs des conflits, de la pauvreté, de l'injustice, du problème des sans-abri, de la criminalité, de la destruction de

l'environnement, de l'inégalité, de la consommation de drogues et de la maladie. Et, face à des problèmes si graves, nous pouvons, en tant qu'individus, nous sentir anéantis ou bloqués par un sentiment d'impuissance.

A PROPOS DU DOCUMENT

Il ne s'agit pas seulement de propositions mais aussi d'actions

Le présent document donne des exemples d'actions de jeunes qui cherchent à contribuer à la résolution de ces problèmes. Au début, lorsque nous avons commencé à parler d'un cahier de propositions au sein de notre réseau et dans le contexte de l'Alliance, nous avons pensé que, pour proposer des stratégies pour l'avenir, il fallait avant tout souligner le fait que les jeunes sont les acteurs d'aujourd'hui. Puisqu'ils agissent déjà pour un changement social, il nous a paru important de présenter ce qu'ils font actuellement.

Dans ce cahier de propositions, vous trouverez à la fois des propositions, des stratégies de changement et des actions de jeunes dans différents domaines de développement et pour une amélioration des conditions de vie.

Ce document d'actions et de propositions de jeunes pour un changement social est le résultat d'un véritable travail collectif

Oui, nous avons réussi à faire un travail collectif. Dans cette dynamique de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, nous sommes conscients des préoccupations et des défis identifiés par toute la population et pas seulement par les élites. Il était important pour nous de fonder le travail du Chantier Jeunes sur ce principe de base afin de souligner la diversité des défis dans ce réseau.

Au début, nous avons demandé aux coordinateurs du Chantier Jeunes de regrouper des expériences de leurs pays et/ou de leurs régions puis de présenter un cahier de propositions régional. Nous avons ensuite pensé que d'autres partenaires pourraient contribuer à ce processus et qu'il fallait pour cela les inviter afin d'élargir la diversité non seulement des actions mais aussi des visions et points de vue. C'est ce que nous avons fait et, à cet effet, nous avons suivi le processus suivant.

Nous avons reçu environ 35 documents qui traitent des problèmes rencontrés par les jeunes dans le monde entier. Chacun de ces documents présente des expériences, des plans d'action et des propositions de stratégies tout à fait passionnants, qui offrent non seulement une vision pratique mais évoquent aussi la nécessité absolue de changer de système de valeurs, dont dépend le caractère durable de nos actions pour l'avenir.

Nous aurions beaucoup aimé diffuser l'intégralité de ces documents. Mais il aurait été difficile de les lire tous d'ici l'Assemblée de décembre 2001. Aussi, après les avoir lus, nous avons choisi de présenter tous ces travaux dans six grands chapitres. Les coordinateurs du Chantier Jeunes ont pour cela fait un travail transversal pour présenter un cahier de propositions moins long. En parcourant le présent document, vous ressentirez probablement toute l'harmonie de ce travail collectif, avec ses visions diverses, même si les chapitres ne sont pas tous structurés sur le même modèle. Vous trouverez, à la fin du document, la liste des jeunes qui ont contribué avec brio à ce travail, et dans le sommaire, les noms des coordinateurs et des partenaires qui ont participé au travail de synthèse.

I. CULTURE ET ART

Pour la plupart des gens, les termes culture et art sont métonymiques, chacun faisant appel à l'autre dans sa propre définition. Alors qu'il est pratiquement impossible de donner une définition à ces mots du fait de la variété infinie de leur expression, chacun de nous peut leur trouver un nombre incroyable de significations tant ils sont chacun et mutuellement envisageables dans un ensemble beaucoup plus vaste. La culture d'un individu, que l'on comprend ici comme le contexte et les expériences sociales de chacun, constitue le fondement le plus motivant pour développer l'art chez une personne et aboutir à des productions et des produits et enfin pour inspirer la vie et les actions futures d'un individu.

Pour réaliser ce document, nous nous sommes penchés sur l'engagement des jeunes à la fois dans l'art et dans la culture. Aussi, pour faire la distinction entre une action culturelle à travers l'art et une action artistique à travers la culture, nous avons choisi de façon arbitraire mais significative de nous appuyer sur deux thèmes qui ont été identifiés et largement abordés depuis le Parlement International des Jeunes (IYP – International Youth Parliament) tenu à Sydney, en Australie, en octobre 2000 : 'l'action créative pour le changement' et 'Culture et identité'.

Afin de faciliter l'organisation d'événements internationaux pour les jeunes et de permettre à un plus grand nombre de s'approprier le processus de participation active, l'équipe internationale très dynamique du Chantier Jeunes a beaucoup travaillé avec ses partenaires pour créer un groupe de personnes soudées qui ont ensemble tenté de développer et d'améliorer continuellement différents outils de communication.

La culture de l'art : des actions créatives pour le changement

Nous militons tous d'une manière ou d'une autre pour une culture. Certains sont musiciens ou artistes, acteurs ou organisateurs d'activités culturelles. Nos cultures et les cultures des communautés dans lesquelles nous vivons constituent le fondement de notre travail. Nous utilisons notre propre compréhension de nos cultures et nos capacités et talents pour aborder les défis auxquels sont confrontés nos groupes sociaux. Notre ingéniosité et notre créativité ainsi que celles d'autres jeunes sont essentielles pour enrichir et appuyer nos idées.

L'affirmation de notre droit à la culture est un acte primordial. Il est important d'inciter chacun à prendre conscience de sa culture et de rechercher des méthodes et des moyens pour retrouver et conserver les cultures oubliées et actuelles. Tout cela fait partie d'un processus dont les jeunes ont aussi la responsabilité. Nous devons trouver tous les moyens possibles pour renforcer et protéger nos cultures. Mais il nous faut aussi trouver les moyens pour les célébrer et avancer vers l'avenir.

Si nous voulons promouvoir nos cultures et nous fonder sur la connaissance que nous en avons pour mieux résoudre les questions et les problèmes auxquels sont confrontés nos groupes sociaux, nous avons besoin d'informations sur nos propres cultures et devons développer les outils appropriés. La communication est au cœur du partage des cultures et devrait constituer le fondement des stratégies que nous adoptons en vue d'actions créatives pour le changement.

Les différents moyens novateurs à notre disposition pour un changement social sont à la fois très puissants et influents. Nous devrions former les gens à des activités créatives telles que le théâtre, l'art, la littérature, la musique, l'Internet ou d'autres encore, pour les aider à comprendre le rôle essentiel qu'elles peuvent jouer pour un changement social.

Exemples pratiques et stratégies

Des jeunes du monde entier ont adhéré au mouvement de jeunes pour partager leurs expériences, leurs idées et leurs compétences et lancer des initiatives basées sur des actions créatives pour un changement à tous les niveaux. Après tout, il est essentiel d'être capable d'exprimer une identité culturelle pour conserver et développer le sentiment d'avoir une identité personnelle. L'identité culturelle, puisqu'elle est partagée, aide à stimuler l'identité de la communauté. De même, il est important d'avoir une forte conscience de soi et de sa culture pour défendre et développer les principes des droits humains dans une communauté.

Il existe des milliers d'exemples d'activisme culturel possible. En voici un petit échantillon :

- Le Groupe d'Actions Créatives pour le Changement

Ce groupe, créé à l'occasion du Parlement International des Jeunes, à Sydney, en 2000, a rassemblé 22 personnes de 22 pays différents. Depuis, elles ont continué à partager leurs expériences, leurs idées et leurs contacts. Elles ont travaillé ensemble pour créer des outils de communication partagés, comme par exemple un site web. Le site (<http://www.active.org.au/creativeaction>) est conçu comme un forum dans lequel n'importe quel(le) jeune créatif(ve) peut apporter et partager des idées et des stratégies pour des changements sociaux.

Par ailleurs, un autre résultat du travail effectué pendant le Parlement International des Jeunes pour une action créative pour le changement est le projet de regrouper les travaux extraordinaires qui avaient été réalisés par des personnes à la fois brillantes et très créatives et qui furent présentés lors de la réunion du Parlement. Les poèmes, photos, récits, chansons, pensées, rêves, peintures, dessins, et autres œuvres créés pour et par les jeunes leur ont servi à exprimer leurs inquiétudes sur le monde. Il s'agit là d'une approche à la fois dynamique, puissante, créative et interculturelle qui permet de montrer les questions que se posent les jeunes et comment ils se situent par rapport aux défis sociaux.

- La musique pour se comprendre

Rassembler des Bosniaques autour de la musique : c'était le but d'un programme lancé par une jeune déléguée dynamique du Parlement International des Jeunes. Tamara était en contact avec l'ONG américaine Balkan Youth Link ('Réseau des Jeunes Balkans'), qui cherchait un projet qui puisse rapprocher les jeunes de la République de Srpska et ceux de la Fédération de Bosnie Herzégovine. Tamara et son ami ont pensé que cela serait possible à travers la musique. Ils ont développé un projet avec des jeunes musiciens de différentes régions de Bosnie et les ont invités aux Etats-Unis pour qu'ils jouent de la musique ensemble. Ils ont aussi organisé des ateliers sur la communication interculturelle et les expériences de l'après-guerre. Tamara, qui est maintenant journaliste à la radio, travaille actuellement avec une organisation basée aux Etats-Unis pour monter un festival de musique avec un groupe élargi d'artistes qui rassemble des jeunes de tous les Balkans et des Etats-Unis.

Des défis comme ceux auxquels sont confrontés les Balkans ont déjà été surmontés dans d'autres régions du monde grâce à la musique, qui intervient comme une force unificatrice. En 1998, à Chypre - une île très divisée-, 200 jeunes ont, pendant une journée, célébré la paix ensemble : une moitié venait de l'est de la "ligne verte", l'autre moitié de l'ouest. Au Congo, pays ravagé par la guerre, le groupe 'Yela-Wa' a créé un mélange musical populaire et "thérapeutique" d'anciens et de nouveaux sons, appelé "Wasa" (qui signifie 'guérir').

- Du théâtre pour la tolérance

Holly, une déléguée danoise du Parlement International des Jeunes, est persuadée que l'on peut aider les gens de différentes cultures et modes de vie à être plus tolérants entre eux. C'est ce qu'elle fait à travers l'art, qui pour elle donne du sens à la vie puisque l'art aide les gens à voir le côté positif des choses. Avec d'autres jeunes, elle a donc créé un groupe de théâtre appelé Southern Edge ('Côté Sud'). Le groupe poursuit ses objectifs à travers la danse, le théâtre, l'art visuel et les films pédagogiques.

Il existe beaucoup d'autres groupes de théâtre qui travaillent dans le monde entier pour diffuser des informations essentielles sur la culture et sur des questions concernant les réalités qui nous entourent. En Thaïlande, le Mirror Art Group ('Groupe d'Artistes le Miroir'), lancé par de jeunes gens en 1991, se sert du théâtre, des marionnettes, de la musique, de la poésie, etc., pour diffuser avec d'autres jeunes des messages philanthropes à la fois touchants et captivants. Au Kenya, le Théâtre du Peuple Amani vise les mêmes objectifs à travers le spectacle et avec la communication à distance. Il existe aussi des petits groupes de théâtre en Ouganda, au Vietnam et au Cambodge qui utilisent l'art traditionnel local pour traiter de questions locales sensibles.

- Des artistes pour la culture locale et le dialogue international

YemenArts est un projet conçu pour présenter la culture et l'héritage yéménite au monde. Ce projet présente non seulement les villes principales et l'architecture du Yémen, mais rassemble aussi des artistes yéménites, hommes et femmes, qui viennent de zones urbaines ou rurales et travaillent dans différents domaines artistiques. YemenArts a été créé par des artistes locaux pour promouvoir l'art du Yémen, rendre accessible leur culture aux autres et créer un dialogue avec le reste du monde. YemenArts (www.yemenarts.org.ye) a pu voir le jour grâce à Dia, une ONG française, après un gros travail pour créer des activités avec les jeunes et monter différents programmes au Yémen.

L'art de la culture : culture et identité

Le mot 'culture', lorsqu'il est utilisé en référence à l'identité de quelqu'un, peut avoir des milliers de significations possibles selon le contexte. Il peut pour les uns faire référence à l'origine d'une personne, aux chansons, aux récits, ou pour d'autres, aux habitudes vestimentaires. L'apparence de chacun peut avoir de l'importance pour les personnes venant de communautés qui suivent des règles strictes de lignée et de mariage. Pour d'autres, cela n'a plus d'importance car la notion de 'dépossession' a évolué et les mariages entre groupes différents sont fréquents.

Lors de débats sur la culture, il semble que tout le monde soit inquiet des répercussions très fortes qu'ont les informations provenant des cultures dites dominantes – autrement dit de l'occidentalisation et de l'américanisation de la culture. Ce sont à la fois l'histoire de la

colonisation, l'assimilation et le pouvoir commercial et matériel de la modernisation qui entrent en jeu, tout comme les fausses croyances, les stéréotypes et la nature controversée des Droits humains, de la justice sociale, de l'équité des genres et des pratiques justes de santé. Face à cela, certaines personnes pensent que la 'préservation de la culture' est essentielle, alors que d'autres se posent des questions sur sa légitimité populaire. Faut-il que chacun de nous défende la culture ancienne ou peut-on admettre que la culture existe dans tout ce que nous faisons ?

De toutes façons, il va sans dire qu'il est essentiel de défendre, de prolonger et de promouvoir l'identité culturelle. Notamment celle des cultures traditionnelles et d'anciennes en voie de disparition qui, encore aujourd'hui, n'ont que trop rarement été sur un pied d'égalité avec les autres cultures.

Exemples pratiques et stratégies

Pour promouvoir efficacement les valeurs et usages d'une identité culturelle dans toute leur signification, les jeunes s'accordent en général sur un certain nombre de choses : le besoin de partager des ressources, de la connaissance et des compétences ; le besoin de faire pression sur des gouvernements et autres organisations pour permettre un travail en partenariat et l'accès à plus de fonds pour des programmes culturels ; le besoin notamment de renforcer les alliances entre les media internationaux et locaux et de les inciter à plus d'activités culturelles.

Un autre objectif est d'utiliser l'éducation comme catalyseur pour le changement social. Des programmes de formation pour le développement culturel devraient pouvoir être mis en place à partir de stratégies clé. Ces programmes, qui ont été créés par des jeunes dont tout le travail est basé sur des situations tirées du quotidien, ont différents objectifs : inciter la jeunesse à créer des festivals culturels, à organiser des concours et à apprendre de tout cela ; développer des programmes de formation 'à la maison', pour que les gens puissent apprendre à travers la culture orale de la communauté ; stimuler la participation active des jeunes et leur renforcement pour qu'ils s'impliquent plus dans des activités culturelles ; obtenir des aides financières pour développer des programmes d'éducation bilingues ; enfin, développer des méthodes pour que les informations locales et indigènes soient diffusées dans les communautés concernées.

Internet peut aussi être utilisé dans certaines communautés pour promouvoir la culture et relancer l'économie à travers le tourisme et le commerce. Les gens devraient pouvoir vendre eux-mêmes selon leurs propres exigences et cela pourrait se faire par le biais d'associations médiatrices qui existent déjà (notamment pour les petits peuples indigènes) et par la création d'alliances avec les associations internationales médiatrices pour constituer un réseau d'appui à des programmes d'échange.

Nous devrions par ailleurs défendre les Droits de Propriété Intellectuelle (DPI) pour protéger les cultures indigènes. L'une des stratégies complexe mais essentielle serait d'informer les communautés sur les DPI pour à la fois leur faire connaître leurs droits et les inciter à participer plus activement aux processus législatifs qui touchent directement leurs cultures. Des instruments de protection pour les cultures indigènes devraient être mis en place dans tous les pays, ce qui permettrait par ailleurs d'adopter un label de Non-Authenticité pour les imitations commerciales d'objets d'arts appartenant aux indigènes.

Egalement, l'introduction de conventions ratifiées dans les législations nationales reste un objectif de taille (qui serait possible par une modification de la Constitution et une législation

nationale), ainsi que l'adoption et la mise en oeuvre de l'ébauche de Déclaration des Droits des Peuples Indigènes, qui fait appel à une coopération et des actions de pression à bien des niveaux.

Nous vous présentons ci-dessous quelques unes des nombreuses activités menées par les jeunes dans le domaine de la culture et de l'identité :

- La parole aux Aborigènes

On assiste actuellement à de gros efforts pour revenir sur les siècles pendant lesquels les cultures aborigènes ont été négligées. Ainsi, la Fondation Lingari - première organisation nationale indépendante fondée par des aborigènes australiens - a été créée cette année (2001). Du nom de Vincent Lingari, un chef Aborigène important du siècle dernier, cette fondation est dirigée par un chef à la fois jeune et compétent. Au Canada, Carmen, une jeune femme indienne, a donné naissance au Réseau des Jeunes Aborigènes (<http://www.ayn.ca>). Il a été créé pour combattre la fragmentation des communautés qui existaient avant la création du Canada. Grâce à la culture moderne d'Internet, les jeunes peuvent renforcer leur identité culturelle indigène. Beaucoup d'autres groupes indigènes, grands ou petits, travaillent pour renforcer la voix des plus marginalisés, et notamment celle des jeunes.

- Pour une Compréhension interculturelle nationale

En 1996, trois jeunes hommes sont allés ensemble au Congo pour promouvoir les valeurs africaines traditionnelles. Un an plus tard, leur travail a abouti à la création d'une association culturelle nommée Le Ede évolution. Le travail de ses membres consiste à rechercher et développer une culture de paix qui stimule la jeunesse africaine et ses initiatives interculturelles. En Algérie, le milieu associatif, qui reste peu actif, travaille avec difficulté pour motiver la jeunesse actuellement disparate et pour la renforcer en l'aidant à se restructurer.

- Pour une compréhension interculturelle régionale

Motivée par la devise "Plus les gens se connaissent entre eux, et moins il y a de chances qu'ils se battent", BikeAbout Inc, une organisation américaine à but non lucratif (<http://www.bikeabout.org>), a passé une année (1997-1998) dans le bassin méditerranéen pour travailler avec des jeunes et développer des projets pédagogiques internationaux dont le but était de faire disparaître les sentiments de peur et d'antagonisme entretenus pendant des générations au cours desquelles des informations fausses maintenaient des voisins séparés d'une région à l'autre. De la même façon, l'Assemblée Asiatique des Jeunes de 2001 - qui a pu avoir lieu grâce au travail du Chantier Jeunes et du Parlement International des Jeunes -, a eu lieu pour dépasser les différences culturelles qui ont tant affecté les relations sur le continent asiatique. Un réseau d'échange permanent a pu être créé à partir de là.

- Pour une compréhension internationale interculturelle

Lorsque l'on rassemble un groupe de personnes du monde entier, l'un des aspects les plus frappants est qu'elles n'apportent pas seulement des connaissances et des expériences qui leur sont propres, mais aussi des bagages culturels variés, des langues diverses, des croyances spirituelles et religieuses, des coutumes et traditions. C'est exactement l'aventure que les coordinateurs du Chantier Jeunes sont en train de vivre. Cette expérience extrêmement enrichissante et fascinante a aussi posé (et continue à poser) beaucoup de

défis et de difficultés, en particulier du fait que ses membres actifs, pour la plupart, ne traitent pas directement avec leur partenaires mais utilisent les nouvelles technologies et des méthodes de communication à distance. Nous avons survécu. Le nouveau défi pour le Chantier Jeunes et pour beaucoup d'autres réseaux de jeunes similaires est d'apprendre à partager et à développer avec d'autres l'expérience de ceux et celles qui ont la chance d'être impliqués dans cette dynamique si particulière, qui doit pour sa part enrichir la vie d'autres personnes et participer à la création d'une société plus ouverte et tolérante.

II. LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET LE VIH/SIDA

La lutte contre la pauvreté et le VIH/Sida doit impliquer chacun de nous, même si le présent texte parle spécifiquement du rôle et de l'expérience des jeunes. Ce document met en avant les priorités pour les jeunes dans cette lutte, priorités qui ont été identifiées par les membres du Chantier Jeunes et par les participants et partenaires du Parlement International des Jeunes, lors de sa première session en 2000. Il présente par ailleurs certaines des solutions proposées par les jeunes ainsi que les méthodes d'actions utilisées pour faire face aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Casser le cycle de la pauvreté : le Parlement International des Jeunes 2000 – IYP 2000

" ... si l'on veut parler d'action efficace, la seule vraie question est de savoir si les pauvres sont l'objet de cette préoccupation ou s'ils sont les 'acteurs' de leur propre avenir. On ne peut toucher les membres les plus pauvres de nos sociétés par une action au niveau mondial que si celle-ci les implique et respecte leur dignité".

Nimbewe Phillip Kuambiana, Délégué tanzanien du IYP 2000

La lutte contre les effets de la pauvreté est l'un des plus grands défis d'aujourd'hui. La pauvreté provient d'un accès limité aux ressources économiques, technologiques, culturelles et écologiques. Le chômage, la dégradation de l'environnement, l'instabilité politique et économique, le conflit et l'inégalité en sont les résultats. Ce sont surtout les femmes, les minorités et les jeunes qui sont les plus touchés, à des degrés différents selon les situations de chacun.

Pendant le IYP, des jeunes de plus de 150 pays ont travaillé à partir de leurs propres analyses et stratégies d'action dans les 6 groupes suivants :

1. L'éducation pour la vie
2. Apprendre pour le changement
3. Pour un avenir durable
4. Des solutions techniques
5. Les moyens de subsistance des jeunes
6. La lutte contre le SIDA

L'éducation pour la vie

Après avoir souligné l'importance de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté et pour un partage des ressources technologiques, environnementales et culturelles, nous avons cherché à développer des moyens pour améliorer l'accès pour tous à une éducation pertinente et de qualité.

L'éducation a été identifiée comme étant indispensable pour:

- La construction et la compréhension de sa propre identité
- L'accès à l'emploi, à la santé, la participation politique et l'intégration sociale (i.e 'Casser le cycle de la pauvreté')

Parmi les problèmes qui limitent l'accès à l'éducation, nous avons relevé les suivants :

- La pauvreté, qui empêche souvent les jeunes de continuer leur scolarité
- Des normes culturelles spécifiques, qui incitent certains groupes de la population à ne pas étudier (les femmes par exemple)
- Les distances à parcourir, parfois très longues pour arriver à l'école
- La fourniture irrégulière d'énergie et le manque d'aménagements
- Le besoin de s'abriter pendant des périodes de conflit intense
- Le besoin de trouver un emploi
- Le manque d'éducateurs qualifiés et professionnels
- Les classes surchargées
- La croyance dans certaines sociétés que le système éducatif renforce les discriminations qui existent, basées sur la race, le genre ou la classe sociale
- Le manque de ressources pédagogiques, comme les livres, les ordinateurs, les moyens de créer son propre mode d'apprentissage, les bibliothèques, etc.

Parmi les questions soulevées, notons aussi celle des Droits des minorités et des besoins spécifiques selon les groupes, les langues, les conditions d'accès à l'éducation, ainsi que la question de savoir si les écoles utilisent une approche holistique de l'éducation ou si elles se concentrent uniquement sur le développement intellectuel.

Pistes d'action

1. Mener des actions de lobbying pour permettre l'accès des groupes défavorisés à une éducation de base et par là-même combattre l'analphabétisme des enfants et des adultes.
2. Lancer des campagnes, lever des fonds et faire pression sur les gouvernements pour obtenir des ressources pour l'éducation.
3. Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation dans les collectivités par des actions dans les communautés locales.
4. Promouvoir la valeur de la culture à travers l'éducation et combattre la discrimination sociale au sein de l'éducation.
5. Atteindre des groupes qui n'ont pas accès au système éducatif formel en encourageant l'apprentissage à l'intérieur des communautés et d'autres méthodes d'apprentissage informel.
6. Encourager et appuyer l'éducation de personnes aux besoins spécifiques.

UN EXEMPLE D'ACTION DES JEUNES

Nadem Nashef : Association pour la jeunesse arabe – Baladna

L'organisation de Nadem s'efforce de fournir un soutien financier aux enfants et aux jeunes en récoltant des donations et en distribuant de l'aide. Celle-ci comprend la fourniture de stylos et de cahiers pour les enfants palestiniens qui sont dans le besoin. L'éducation de la jeunesse palestinienne est un des éléments clé dans la lutte contre la pauvreté et pour la compréhension de la vie, mais les obstacles sont nombreux. Nadem explique : "A cause des bombardements et de la nécessité de s'abriter, de nombreux jeunes n'ont plus accès aux écoles, aux collèges ou aux universités, et parfois même, ces locaux ont été fermés pour être transformés en bases militaires."

Apprendre pour le changement

Notre objectif était de développer des stratégies pour encourager l'éducation formelle et informelle sur des thèmes spécifiques tels que les Droits humains et la connaissance de la pauvreté, afin de permettre aux jeunes de s'impliquer activement pour un changement dans ces domaines.

"La pauvreté existe dans tous les pays du monde. Pour casser le cycle de la pauvreté, on doit impérativement améliorer le niveau de connaissance des jeunes sur les questions de pauvreté et les motiver à agir contre celles-ci dans leurs propres communautés et ailleurs. C'est particulièrement important à une époque où les actions et les priorités des pays développés influencent directement la vie des habitants des régions en développement à travers leur mode de consommation". Apprendre pour le changement, IYP2000, Document de travail

Les leçons tirées de nos expériences nous montrent que :

- Les jeunes peuvent renforcer leur influence par la pensée critique et une participation active et militante
- L'accès à l'éducation sans restriction peut limiter les conflits
- L'apprentissage d'une culture et la fierté qu'on lui prête peuvent aboutir à la tolérance et à l'acceptation des différences culturelles
- Les jeunes devraient avoir la possibilité de prendre la responsabilité de changer leur environnement éducatif

Les stratégies pour aider à la réalisation de ces objectifs consistent à :

- Utiliser des méthodes d'enseignement créatives, interactives, enrichissantes et flexibles
- Améliorer les conditions d'apprentissage
- Augmenter l'accès à l'éducation et à la pensée critique pour inciter au droit de choisir ses valeurs
- Donner les moyens de comprendre la pauvreté et ses implications sur l'environnement, la paix, la stabilité et le partage des responsabilités face à l'avenir.

Pistes d'action

1. L'Éducation des Droits humains

Pour que les jeunes soient conscients de leurs Droits et de ceux des autres, il faut contribuer à la campagne mondiale pour l'Éducation à la Paix en développant du matériel et des programmes de formation pour les communautés.

2. Explorer les synergies possibles entre une éducation culturelle et une éducation mondiale

Il s'agit de créer au niveau mondial un module d'enseignement sur la 'prise de conscience des réalités', qui incite les individus à prendre des responsabilités pour s'impliquer dans des enjeux mondiaux. Ce module permettrait à la fois de combattre les préjugés, d'encourager la tolérance, d'éduquer pour la paix et de faire prendre conscience aux autres la réalité des peuples indigènes.

3. Encourager la participation active et l'engagement

C'est possible par la constitution de forums électroniques pour diffuser de l'information pédagogique.

UN EXEMPLE D'ACTION DES JEUNES

Natasha Horn : People and Planet, membre du CJ, - Royaume Uni

Tasha s'est engagée lors du IYP2000 à former les habitants de sa communauté locale sur des questions mondiales, à travers les écoles et les universités. Elle souhaite ainsi améliorer leur connaissance de la situation internationale en cassant les stéréotypes et les idées préconçues en incitant les gens à la critique. L'organisation *People and Planet* mène des campagnes sur des questions sociales et éthiques. En parlant du groupe universitaire suivi par P&P, Natasha raconte : "La semaine sur l'environnement que nous avons organisée en février était l'une de nos actions les mieux réussies : nous avons travaillé sur une prise de conscience des questions d'environnement par les étudiants et les avons tous incités à s'engager dans ce domaine. Nous avons fabriqué d'énormes banderoles et des posters, et organisé une manifestation en vélo dans la ville pour protester contre la pollution des routes et la circulation ; nous avons également réalisé une exposition de photos sur les problèmes d'environnement au niveau mondial et organisé un salon sur les métiers éthiques".

Pour un avenir durable

Nous avons essayé de trouver des moyens pour impliquer les jeunes dans la gestion de leur engagement dans l'écosphère, en tentant de leur faire prendre conscience qu'il existe des modes de vie durables, et en les incitant à agir à la fois avec responsabilité et en toute connaissance de causes.

Notre groupe a admis le fait que :

- Les problèmes de dégradation et de pollution sont liés à la politique, à la domination et à une distribution inéquitable des ressources.

- La destruction de l'environnement mène à la destruction des valeurs des peuples indigènes, à celle des pratiques traditionnelles et à l'impuissance des individus et des communautés.
- La culture de consommation a engendré la pollution, des quantités énormes de déchets et la destruction de voies navigables.
- Il faut impérativement agir à la base pour arriver à rendre les sociétés transnationales responsables.

Pistes d'action

1. Reconnaître que le rôle de l'éducation est crucial pour une meilleure prise de conscience.
2. Montrer l'exemple.
3. Faire du lobbying et mener des campagnes auprès des gouvernements sur de nombreux domaines.
4. Décourager l'utilisation de l'énergie nucléaire
5. Faire pression sur la Convention de l'ONU pour le Développement Durable.
6. Développer des stratégies de communication appropriées.
7. Utiliser la recherche scientifique comme base pour tout travail et toute campagne.

UN EXEMPLE D'ACTION DES JEUNES

Soraia Mello: Gestion du Parc National Tapajòs (ex-coordinatrice du CJ), Brésil

Le projet de Soraia - *Promanejo* – vise à développer des modèles pratiques de gestion durable d'une partie de la région Amazonienne en impliquant les communautés locales. Son travail traite de l'éducation à l'environnement et de l'éco-tourisme dans le Parc National. Avec ses collègues, elle essaie de "développer des stratégies pour encourager la participation des jeunes".

Des solutions techniques

Les débats se sont concentrés sur les moyens possibles pour que les développements technologiques contribuent effectivement à l'égalité au niveau mondial et la participation culturelle des jeunes de toutes les origines.

Au cours de nos discussions, nous avons relevé les points suivants :

- La technologie comprend différents volets, tels que les sources d'énergie durables.
- L'utilisation de la technologie peut aider à réduire la pauvreté en favorisant la création d'emplois, en créant un marché pour des projets de développement et en augmentant les opportunités d'éducation.
- L'introduction de la technologie a aussi eu des effets négatifs dans des domaines tels que les pratiques sociales, et lorsque le matériel obsolète n'est pas comparable à celui des pays plus développés.
- L'accès à la technologie de l'information peut être une clé pour le changement social.

Pistes d'action

1. Surmonter les problèmes d'accès en encourageant l'utilisation de logiciels libres de droit, en shareware, qui constituent des technologies de l'information bon marché et équitables.
2. Travailler pour une intégration des technologies dans les milieux pédagogiques et faire pression pour des changements dans les programmes scolaires, afin que les jeunes apprennent à connaître et à utiliser la puissance de la technologie pour présenter l'information.
3. Développer des stratégies pour s'assurer que la culture et la technologie fonctionnent main dans la main. La mémoire et la diffusion du savoir et des cultures indigènes en dépendront.

UN EXEMPLE D'ACTION DES JEUNES

Terah Dejong Nation 1 – Inde

Après le IYP2000, Terah a lancé un programme de formation à l'informatique pour les enfants atteints de poliomyélite dans sa communauté. Il explique : "Je veux mener cette action car cela va aider les enfants impliqués à trouver du travail ; cela m'aidera aussi à mieux comprendre le rôle des technologies dans la pauvreté et, comme je l'espère, cela renforcera la connaissance de ces enfants".

Ethan Gelber : Coordinateur du Chantier Jeunes – Etats-Unis

En 1997, Ethan a créé *BikeAbout*, une organisation à but non lucratif qui se consacre à des aventures éducatives en utilisant Internet. Le premier grand projet de BikeAbout a été d'organiser un voyage autour de la Méditerranée, à vélo, sur 16.000 km, pendant 9 mois, durant lesquels des milliers d'étudiants et de professeurs du monde entier ont utilisé le site web de l'association (<http://www.bikeabout.org>) pour à la fois enseigner et apprendre sur les habitants et les régions de la Méditerranée.

Les moyens de subsistance des jeunes

Pour casser le cycle de la pauvreté et pour renforcer le pouvoir des jeunes, il faut d'abord poser la question de la création d'emplois et des offres de travail pour les jeunes. Notre groupe a tenté de trouver les moyens de casser le cycle de la pauvreté en renforçant l'accès pour les jeunes à des entreprises et des emplois sérieux et correctement rémunérés.

Au cours de nos discussions, nous avons souligné que le chômage avait de nombreuses conséquences sur les jeunes, et notamment engendrait :

- Un ennui profond et un comportement destructeur
- Une baisse de l'estime de soi et une fragilisation de l'individu

Toujours sur le thème des jeunes et de l'emploi, nous avons relevé les problèmes et questions suivants :

- Une discrimination dans les offres d'emploi vis-à-vis des minorités
- Un manque de transfert des compétences
- La vulnérabilité des jeunes face à leur exploitation pendant le travail
- L'obligation de certains jeunes à travailler pour contribuer au revenu familial, abandonnant ainsi la possibilité de recevoir une éducation.

Nous considérons les points suivants comme des principes universels à respecter dans tous les milieux professionnels :

1. Un salarié doit pouvoir être consulté et doit contribuer aux décisions qui concernent son travail.
2. Un métier doit respecter les pratiques culturelles d'une communauté.
3. Le travail dans l'égalité, sans discrimination des groupes minoritaires.
4. La santé et le bien-être des employés doivent être préservés.
5. Des offres d'emploi adaptées doivent être proposées aux handicapés.
6. Les employés devraient être informés de l'impact de leur emploi sur l'environnement, et faire pression le cas échéant pour une meilleure utilisation des ressources.

Pistes d'action

1. Développement de l'emploi et de l'esprit d'entreprise
2. Création de centres et d'organisations pour les jeunes
3. Appui et défense des Droits des jeunes travailleurs
4. Accès à l'éducation pour les jeunes en difficulté
5. Développement au sein de la communauté
6. Embauche de bénévoles

UN EXEMPLE D'ACTION DES JEUNES

Nicole Rambelo : l'ONG Loharano, Formation et Développement – Madagascar

L'activité principale de cette association est d'aider les jeunes à entrer dans la vie professionnelle. Comme la plupart des ONG qui travaillent avec les jeunes, celle-ci est freinée par l'absence d'une politique nationale ou d'une institution pour la jeunesse et par là même par le manque de ressources et de volonté politique pour permettre le changement.

Nicole est convaincue qu'une action politique nationale permettrait de mener des recherches sur le sujet et de développer un plan d'actions adapté plutôt que des solutions 'rapiécées'. Pour elle, "le premier problème" à traiter "en priorité est celui de l'emploi.. afin que les jeunes puissent définir un projet de vie qui leur permette d'envisager l'avenir avec plus d'espoir". Le problème est devenu trop important pour être résolu par seulement quelques ONG, "car en effet, la grande majorité des jeunes est sans diplôme ni qualification, et nombre d'entre eux sont totalement analphabètes. C'est comme ça que la motivation et l'espoir d'un avenir meilleur font place à la simple survie".

La lutte contre le SIDA

Le VIH/SIDA affecte toutes les communautés et les jeunes de 19 à 28 ans représentant la population la plus exposée aux risques. Dans beaucoup de pays la propagation du SIDA a touché un très grand nombre de jeunes et d'enfants. La pression sociale qui entoure cette maladie et ceux qui en sont infectés rend encore plus difficile le changement social qui est pourtant nécessaire pour combattre sa propagation continue. Les points suivants sont considérés comme des facteurs clés :

1. **L'ignorance** - une éducation limitée ; une méconnaissance quant au mode de transmission du VIH ; les pratiques culturelles ; les tabous religieux et sociaux qui empêchent une discussion ouverte sur le comportement sexuel.

2. **La pauvreté** – les faibles niveaux d'alphabétisation ; l'accès à l'information et aux services ; les priorités gouvernementales lors de l'élaboration des budgets publics, qui trop souvent évaluent mal les effets du SIDA sur le développement du pays.
3. **Le comportement sexuel** – le refus de prendre en considération dans certaines sociétés le fait que les jeunes sont sexuellement actifs, empêche d'évoquer les questions de la sexualité 'hors couple' et sans protection ; la croyance que le virus ne touche que la communauté homosexuelle ; les inégalités qui augmentent les risques dans les groupes minoritaires.

Les objectifs généraux suivants permettraient de mieux faire face aux points évoqués ci-dessus :

- La mise en place de programmes d'éducation obligatoires sur la sexualité dans l'optique de la prévention du VIH/SIDA.
- L'incitation à une participation active et à une prise en main par les jeunes du travail pour la prévention du VIH/SIDA.

UN EXEMPLE D'ACTION DES JEUNES

Gustave Assah : Coordinateur du Chantier Jeunes – Bénin

Le projet de Gustave se veut être une approche interculturelle de la lutte contre le SIDA. Il a organisé un certain nombre d'activités, parmi lesquelles des réunions dans les écoles, la rédaction de documents dans les langues les plus utilisées dans le pays et la mobilisation de masse dans les communautés pour organiser des campagnes de sensibilisation sur la question du SIDA.

Lamin Camara : Lend a Hand Society – Gambie

Lors du Parlement International des Jeunes 2000, Lamin a développé un plan d'action pour concevoir et mettre en place un programme de sensibilisation au VIH/SIDA visant les jeunes Gambiens. Il a créé un programme de radio hebdomadaire intitulé "Nous sommes concernés" et qui traite essentiellement d'informations éducatives sur le VIH/SIDA. Ce programme a été une grande réussite car il a directement touché une audience jeune. Ce succès lui a permis de commencer à influencer la politique gouvernementale autour du SIDA. Il recherche actuellement des fonds pour l'appui de petits projets de sensibilisation qui visent notamment les populations rurales jeunes. Il explique : "Mon programme d'aide aux populations est bien avancé même sans aide financière". Son plan d'actions montre que même avec peu de ressources, des programmes novateurs pour les jeunes peuvent encore avoir un impact énorme. Cela prouve également que le rôle des jeunes est fondamental dans la lutte contre la propagation du SIDA.

On voit donc clairement que le rôle des jeunes dans la recherche de solutions pour lutter contre la pauvreté et contre la transmission SIDA est crucial. Le cas de la Moldavie, ancien Etat soviétique, illustre bien ce constat :

"En Moldavie, un quart de la population a moins de 24 ans, les jeunes vivent dans des conditions de pauvreté parfois extrêmes et, par rapport au reste de la population, sont particulièrement touchés par le chômage et la nécessité de migrer. Cela se ressent sur leur comportement, considéré comme étant à hauts risques, sur leur niveau de violence, de délinquance, de consommation de drogues et d'infection par le VIH de plus en plus alarmant... Et pourtant rien n'a été fait pour motiver et renforcer les jeunes", explique Silvia Mosneaga, de la Ligue pour la Défense des Droits humains en Moldavie.

La bonne nouvelle est que beaucoup de jeunes sont très déterminés à prendre en main leur avenir. Cependant seule une partie a l'opportunité, la connaissance et les ressources suffisantes pour commencer à faire la différence. Les jeunes qui luttent contre les menaces

de la pauvreté et de la maladie, ainsi que ceux et celles qui travaillent pour renforcer le pouvoir des jeunes ont un immense besoin de soutien.

III. EDUCATION

L'éducation est un droit fondamental pour chaque individu, une clé pour d'autres Droits Humains, elle est au centre de tout développement, constitue le pré requis essentiel pour l'équité, la diversité et une paix durable.

Forum Mondial pour l'Education - Une éducation pour tous : tous pour une éducation, un cadre pour l'action, Dakar, avril 2000.

L'éducation au sens large est le moyen le plus important, peut être même l'unique moyen qu'ont les êtres humains pour survivre sur la Terre. L'éducation - qui comprend l'apprentissage naturel, la socialisation, le partage organisé de l'information, l'apprentissage des compétences ou la transmission du savoir et des valeurs morales, etc.-, constitue indéniablement une part essentielle du progrès humain. C'est un fait reconnu mondialement. En revanche, ce qui est constamment mis en question, c'est à la fois la méthode d'éducation et la pertinence de son contenu qui devraient plutôt contribuer à aider les individus à être plus indépendants, responsables et solidaires. Par ailleurs, la dimension commerciale et lucrative des institutions éducatives est une nouvelle source d'inquiétude. C'est à la lumière de ces éléments que le **Chantier Jeunes** a exprimé, en tant que représentant collectif de jeunes, le besoin urgent de réexaminer les systèmes d'éducation actuels et celui de permettre l'accès à une éducation de base pour chaque individu dans le monde entier.

Partout, l'évaluation des systèmes éducatifs est alarmante. L'objet de notre propos consiste ici à présenter des éléments explicatifs et des stratégies de changement qui ont été développés par les partenaires du CJ lors de nos échanges au cours des conférences nationales et internationales, des réunions et des ateliers de travail.

Du fait de la complexité du sujet, nous avons basé notre réflexion sous deux angles différents : une approche régionale et une approche thématique de l'éducation. Chacune de ces approches a mis en lumière des problèmes et des défis pertinents et elles ont abouti à des conclusions communes.

Tout d'abord, l'éducation est partout considérée comme l'élément le plus important pour la construction de l'individu et du citoyen, même si l'approche qu'on en a et sa mise en œuvre varient selon les régions et les pays. Depuis la révolution Française, la société occidentale cherche avec plus ou moins de succès à réaliser les postulats de la démocratie, mais beaucoup reste à faire. L'éducation comme élément important de cette quête et objet de toutes les convoitises, devrait être le premier champ d'action. Les pays en développement, une fois libres et indépendants, doivent faire face à des défis encore plus grands : mettre en question la démocratie occidentale, la citoyenneté et le système éducatif qui sont ancrés dans leurs sociétés, afin de trouver un équilibre dans leur contexte qui devient de plus en plus dépendant d'une dynamique mondiale et occidentalisée. Pour créer des citoyens responsables au niveau local et mondial, chaque société devrait intégrer une composante civique à son système éducatif, une dimension citoyenne qui corresponde à son propre contexte mais dont les résultats doivent pouvoir être partagés partout. Le nouveau projet de l'association DIA dans le bassin méditerranéen illustre bien cette approche : Les jeunes

doivent être les portes paroles, les initiateurs et les animateurs des pratiques d'éducation à la citoyenneté.

Proposer des pratiques d'éducation à la citoyenneté principalement en milieu scolaire en intégrant systématiquement une dimension méditerranéenne, permettrait de réaliser dans la durée un travail approfondi sur le développement des pratiques Nord Sud et d'intégrer un secteur dans lequel les jeunes pourraient bénéficier d'une réelle reconnaissance.

Nous sommes particulièrement préoccupés par l'écart entre les systèmes d'éducation des pays développés et ceux des pays en développement. Il s'explique par des disparités d'accès à l'éducation mais également par des contextes sociaux, économiques et religieux différents. Cet écart est d'autant plus important si nous prenons en considération la pression qu'exerce le pourcentage élevé des jeunes de moins de trente ans sur les systèmes éducatifs dans les régions où les conditions de vie et d'éducation sont les plus dures. Les différences de niveaux d'éducation méritent en outre d'être soulignées : pour un grand nombre de pays en développement, l'alphabétisation reste le premier objectif, alors que l'occident fait face à une hyper-inflation de diplômes, d'universités et de formations post-universitaires.

Cependant, bien qu'accessible à la majeure partie de la population, l'éducation dans les pays développés doit faire face à de nouveaux défis : Ceux de la qualité, de l'équivalence, de l'offre du travail, tous étant liés au progrès de l'économie et de la société occidentale. Il existe par ailleurs des disparités régionales au sein même de ces pays, notamment dans les zones rurales ou montagneuses ou dans celles où les immigrés sont considérés comme source de pression.

Même si nous sommes plus sensibles aux problèmes des pays en développement - du fait des conditions de vie difficiles qui y règnent et de l'intérêt même des membres du CJ – il ne faut toutefois pas négliger le besoin de réformes dans les systèmes éducatifs en Occident. Ces changements sont essentiels pour le développement autonome de chaque citoyen, tant au niveau mondial que local. Les conditions de vie qui découlent du développement économique ne sont pas toujours toutes positives. Tout en étant plutôt individualiste, le citoyen occidental d'aujourd'hui est en même temps de plus en plus dépendant du marché du travail et des nouvelles technologies. Il va sans dire que cette dépendance débute à l'école élémentaire où la libre expression et la créativité restent limitées, alors même qu'elles sont sensées être considérées comme des droits fondamentaux. Une question encore plus délicate concerne la volonté et la capacité des citoyens à se mobiliser face à des crises, à les affronter et les assumer, notamment lorsqu'ils ne se sentent pas directement concernés. Cette attitude s'explique par le manque de solidarité et d'ouverture d'esprit au sein même des systèmes scolaires. Mais il ne s'agit là que de quelques exemples pour illustrer le fonctionnement des systèmes d'éducation occidentaux actuels et leurs résultats. Pour compléter la liste, il faudrait ajouter les points suivants :

- L'adaptation des programmes scolaires au progrès de la société est lente, alors que de nouvelles approches et de nouvelles technologies apparaissent chaque jour.
- Les programmes scolaires ne sont pas toujours bien adaptés à l'âge des élèves.
- Même si l'accès à l'éducation n'est plus un réel problème, il faut encore encourager le libre choix car il reste très lié au statut social et au marché du travail.
- Le développement de l'individu en tant qu'être social devrait être réintroduit au regard de nouveaux contextes.
- La dépendance exclusive du système éducatif aux politiques des gouvernements et aux besoins de l'économie n'est pas seulement dangereuse mais elle peut aller à l'encontre d'une société démocratique.

- La connaissance du monde qui nous entoure reste faible.

Les stratégies suivantes permettraient de mieux faire face à tous ces défis :

- Les programmes scolaires devraient utiliser de nouveaux outils pour suivre les nouvelles tendances.
- Le système éducatif devrait tenir compte des nouvelles préoccupations sociales et de leurs effets, sous un angle à la fois scientifique et critique.
- La capacité d'un individu à s'identifier en tant qu'être social fait partie de son développement. Les programmes scolaires devraient encourager la dimension sociale : le partage plutôt que la compétition, la solidarité et la capacité à respecter l'autre sans discrimination sociale, ethnique, sexuelle ou autre.
- Les étudiants devraient être encouragés à développer leur créativité et leurs propres points de vue pour les inciter à choisir eux-même plutôt qu'être choisis.
- De nouvelles valeurs devraient être mises en avant pour surmonter les disparités entre les établissements scolaires : seule une certaine catégorie de la société a accès aux écoles renommées dont le système éducatif est démodé.
- Augmenter le nombre des acteurs de la réforme du système d'éducation, et plus précisément faire participer des professeurs, des étudiants, des parents, des travailleurs sociaux et la société civile.
- Favoriser une meilleure connaissance des événements et des tendances mondiales, mais également des autres cultures et régions. Reconnaître aussi, à travers le système éducatif, la colonisation mercantile passée et présente des pays en développement. Enfin, mettre en avant les problèmes environnementaux.

De manière générale, il a souvent été reconnu que l'éducation dans les pays en développement est mise à mal du fait d'un certain nombre de limites. Notamment :

- La généralisation de l'éducation primaire reste encore un rêve lointain. Les disparités liées au genre, le taux élevé de personnes en rupture scolaire, l'accès limité à l'éducation pour les couches pauvres et vulnérables de la société sont autant d'éléments qui caractérisent le système éducatif. **Les préoccupations concernant l'enseignement supérieur ont été présentées séparément et en détail ci-après.**
- Le système éducatif ne doit exclure personne et doit pouvoir accueillir les individus ayant des besoins spécifiques.
- Une éducation traditionnellement trop basée sur l'apprentissage machinal peut étouffer la créativité de l'enfant et son ouverture sur l'extérieur.
- L'éducation formelle dans les écoles n'apporte pas aux étudiants les compétences requises pour un développement harmonieux de la personnalité. Les programmes d'études n'intègrent généralement pas les notions d'aptitude et d'intérêt et offrent aux étudiants des choix de carrière limités.
- Les diplômes d'éducation supérieure sont liés à des métiers spécifiques. De fait, un grand nombre d'étudiants est obligé de poursuivre des études supérieures, sans pour autant être intéressé ou en avoir les capacités.
- Les programmes scolaires sont souvent démodés et inadaptés aux besoins modernes. Par exemple, l'éducation sexuelle est encore trop absente de même que des activités interactives entre filles et garçons.
- L'éducation scolaire a été commercialisée et elle est gérée comme une entreprise à risque. Cela se ressent sur la qualité de l'éducation qui reste superflue et s'éloigne souvent de son objectif de base.

- L'éducation ne prend pas en considération la notion de valeurs humanistes fondamentales ; au lieu de cela, elle met en avant celle de réussite matérielle.

Stratégies pour un changement

A partir de ces préoccupations, nous avons souligné le besoin de changements à tous les niveaux.

- Le système éducatif devrait introduire l'apprentissage des compétences pour la vie et le développement des capacités chez les jeunes.
- Le pouvoir des jeunes doit être reconnu pour permettre le changement.
- Une sélection et une formation appropriées des professeurs constituent des facteurs cruciaux du changement.
- Le renforcement du pouvoir des jeunes implique un accès facile pour toutes les couches de la population à des informations pertinentes.
- La technologie devrait être utilisée pour l'éducation des enfants ayant des besoins spécifiques et ceux qui sont confrontés à des situations particulières.
- Il faut créer des espaces où les jeunes puissent s'exprimer librement, faire ressortir leur force créative cachée et leur énergie, développer leur sens de l'esthétique et leur sens critique, construire leur amour-propre et la confiance en eux-mêmes.
- Des mécanismes devraient être mis en place pour permettre un dialogue avec les familles des jeunes et les communautés auxquelles ils appartiennent. Les générations futures pourront ensuite s'en inspirer pour développer et améliorer leurs méthodes d'apprentissage au sein de leurs propres communautés.

Finalement, les interdépendances entre les systèmes éducatifs du Nord et ceux du Sud, entre les pays développés et les pays en développement sont très nombreuses. Comme l'illustre le cas algérien, l'éducation occidentale reste un modèle pour permettre l'autodétermination des jeunes hommes ou des jeunes femmes. Ce modèle n'est certes pas parfait, mais les conditions locales n'offraient aux jeunes aucun autre système satisfaisant. Même si ces deux systèmes éducatifs ont chacun leurs particularités, ils soulèvent des questions communes : celle de l'éthique, des valeurs, du respect, de la qualité, des outils utilisés et de la citoyenneté.

L'enseignement supérieur

Introduction

Les étudiants sont obligés de s'adapter à l'Université alors que ce devrait être à l'Université de répondre à leurs besoins !

"L'Université reflète les vœux et les idées de la minorité privilégiée".

Mariana Ferraz-Duarte (une étudiante du Brésil)

L'objectif principal de l'enseignement supérieur est de former des citoyens responsables au service de l'humanité. A partir de ce constat partagé par tous sur le rôle que l'éducation supérieure devrait jouer, les participants du Chantier Jeunes de 16 pays de niveaux économiques et sociaux très variés (Algérie, Belgique, Brésil, Cameroun, Canada, France, Inde, Irlande, Kenya, Mauritanie, Pérou, Portugal, Roumanie, Thaïlande, Togo, Yougoslavie) se sont rencontrés sous l'égide de l'Alliance pour un Monde Responsable, pluriel et Solidaire. Il s'agit d'étudiants, de jeunes diplômés et de professionnels d'origines culturelles et

universitaires variées qui consacrent leurs vies à la construction d'une société responsable, saine et développée.

Le système actuel de l'enseignement supérieur nous amène à réfléchir sur les questions suivantes : quel est l'objectif de base de l'éducation ? Le système éducatif cherche-t-il à offrir aux individus des connaissances et des compétences qui soient reconnues au niveau international ? Son objectif est-il de transformer des hommes et des femmes qui ont du talent, des compétences et de l'esprit en citoyens idéaux, humbles et qui soient dotés d'une morale et d'une vision de l'avenir ? Cherche-t-il à créer des citoyens non-violents, honnêtes et courageux qui seront nos futurs responsables et nos réformateurs ? C'est en nous posant ces questions que nous nous demandons, au nom de nos sociétés : lesquelles parmi ces qualités sont proposées aux étudiants dans le système supérieur actuel ? Les résultats de nos enquêtes sont décevants.

Etat actuel de l'enseignement supérieur

Lorsque nous parlons d'enseignement supérieur, nous ne faisons pas seulement référence aux institutions formelles telles que les universités, mais aussi aux formes très variées qui existent aujourd'hui, ainsi qu'à celles qui pourraient exister, pour que les gens puissent continuer à enrichir leurs connaissances et leurs expériences tout au long de leur vie. Mais, parce que nous venons tous du milieu universitaire, la plupart des problèmes que nous avons notés ou soulignés sont liés aux institutions formelles.

A partir de nos débats sur des questions régionales, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il est impossible d'envisager une Université 'universelle', du fait des spécificités régionales. Même si les disparités entre nos pays montrent qu'on ne peut pas concevoir un système éducatif mondial, cela n'empêche pas de travailler ensemble pour construire un système éducatif qui soit en harmonie avec la culture et les réalités de chaque communauté et qui puisse en même temps être en contact et dialoguer avec les autres communautés. Malgré nos différences liées à nos expériences propres, nos situations et nos points de vue, nous avons identifié quatre questions communes qui nous sont apparues comme étant cruciales pour une amélioration de l'enseignement supérieur. Nous avons ensuite organisé des discussions approfondies autour des thèmes suivants : l'éthique, la responsabilité des étudiants dans l'avenir de l'éducation, l'unité dans la diversité et le contrat social entre la société et l'enseignement supérieur.

Nos expériences spécifiques, qui reflètent nos propres situations sociales, culturelles, économiques et politiques, nous ont fait prendre conscience de l'existence de différences perceptibles dans notre compréhension des concepts liés à l'enseignement supérieur. Par exemple, on ne peut pas envisager une uniformisation entre les universités camerounaises et les universités françaises. Mais cela n'empêche pas en revanche les échanges entre les étudiants et les professeurs de ces différentes universités. Les pays comme le Cameroun, qui maintiennent des systèmes d'éducation 'importés', doivent prendre la responsabilité d'adapter ces systèmes aux cultures locales et aux besoins spécifiques de leurs communautés.

À travers des discussions et des débats thématiques, le groupe de réflexion a mis en avant les problèmes majeurs qui existent actuellement dans les systèmes d'enseignement supérieur et il a avancé des propositions pour les résoudre.

Qualité et stratégies pour un changement dans l'enseignement supérieur

Les Programmes d'études

Dans certains pays, du fait de la situation politique, les programmes de l'enseignement supérieur sont instables. Parfois, ils ne sont pas appliqués du tout. Il existe également des différences d'enseignement d'une même matière au sein d'une université ou entre deux universités d'un même pays.

Par ailleurs, il existe des disparités considérables entre des programmes d'études supérieures et les réalités sociales du monde professionnel.

La plupart du temps, l'enseignement supérieur reste très théorique et parfois trop général. Ce manque de connaissances pratiques et le manque de spécialités proposées par les systèmes éducatifs de certains pays n'aident pas les jeunes diplômés à faire face aux réalités, une fois sur le terrain.

Quelques matières d'enseignement devraient être communes pour certains cours spécifiques, et une harmonisation de la qualité des programmes devrait être effectuée au niveau international. Mais les programmes eux-mêmes doivent être conçus au niveau national en fonction du contexte particulier de chaque pays. A partir de là, la question d'équivalence des diplômes sera plus facile à gérer. Il faut renforcer et consolider les relations entre les étudiants, les professeurs et le reste de la communauté. Les étudiants ont besoin d'une expérience pratique qui soit intégrée dans l'enseignement théorique et directement liée aux réalités du monde du travail.

Un manque de compétences pédagogiques

De nombreux professeurs ne sont pas formés au niveau pédagogique pour transmettre efficacement les connaissances. En plus, ils se concentrent souvent sur un travail de recherche auquel ils consacrent la majeure partie de leur temps. De fait, nombre d'entre eux sont incompetents dans leur enseignement et manquent d'initiatives.

Il est essentiel que les professeurs puissent suivre une formation pédagogique plus poussée et mieux adaptée. Les institutions publiques doivent reconnaître l'importance et l'impact de l'enseignement, et donner autant d'importance à ce domaine qu'à celui de la recherche. Les professeurs doivent être libres de répartir eux-mêmes leur temps entre l'enseignement et la recherche. Cette dernière ne doit pas être considérée comme la seule activité noble dans l'enseignement supérieur.

Le système d'évaluation

Le système d'évaluation des professeurs et des étudiants n'est pas assez objectif et transversal (le système de notes ne devrait pas être le seul mode d'évaluation des étudiants).

Il est nécessaire de créer un système dans lequel les étudiants et les professeurs savent clairement ce que l'on attend d'eux, et dans lequel une évaluation mutuelle de leur travail soit possible.

Le déroulement et l'orientation des cours

Trop souvent, la diversité des cours proposés aux étudiants de l'enseignement supérieur ne correspond pas à leurs besoins ni à leurs intérêts. Les cours interdisciplinaires sont généralement trop rares.

Les étudiants et la société civile doivent participer plus régulièrement aux Conseils d'université afin de prendre part à l'élaboration des plannings.

Le service d'orientation doit être plus conséquent pour accueillir les nouveaux étudiants dans l'enseignement supérieur et les informer correctement sur les options qui leur sont proposées. Aussi, les programmes universitaires pourraient commencer par une première année d'études très générales et pratiques pour à la fois les aider à choisir leur filière et leur dispenser une éducation civique.

Un manque d'éthique

Le système actuel de l'enseignement supérieur est totalement vide d'éthique, une valeur pourtant indispensable pour la construction des citoyens. Ainsi, des sujets aussi importants que le respect de soi, la morale, la responsabilité et l'éthique professionnelle n'y sont pas abordés. Cela s'explique en grande partie par la main mise des gouvernements sur l'éducation, par la corruption et le manque d'enthousiasme et de motivation de la part des professeurs. En conséquence, le système ne permet pas de forger des citoyens responsables et équilibrés.

Toute innovation implique un besoin de contrôle. Dans le cas de l'éthique, la définition de ce concept reste aujourd'hui spécifique à chaque université. Puisque l'application de cette valeur dépend de chaque institution, il n'existe aucune garantie qui permette un contrôle efficace. Et puisque chaque communauté définit l'éthique en fonction de sa propre réalité culturelle, les définitions de ce terme sont multiples. Par conséquent, on ne peut envisager sérieusement l'existence d'une définition internationale de l'éthique qui soit uniforme et objective. Ainsi, dans certains pays du Sud où l'instabilité et la corruption sont monnaie courante, le sens du mot éthique est très aléatoire.

I. L'éthique de l'éducation

L'éthique de l'éducation est l'éthique de la vie. Une partie essentielle de l'éducation des gens repose sur leur capacité à se créer leur propre code éthique, un code de valeurs qui les guide dans leurs choix et dans leurs actions et qui détermine l'objet et le cours de leurs vies. Une éducation n'a de sens que si elle offre aux apprenants la possibilité d'évoluer sur un plan moral.

II. L'éthique et l'orientation des études

Un/e étudiant/e doit choisir son sujet d'étude en fonction de l'intérêt profond qu'il/elle y porte. Ce choix et les études elles-mêmes n'ont de sens que si la personne sait qu'elle va ensuite effectivement travailler dans le domaine étudié. Chacun devrait maîtriser son sujet à la fin de son cursus universitaire.

III. L'aspect professionnel du sujet

Pour qu'un sujet soit réellement étudié dans une optique professionnelle, les programmes doivent consacrer une place importante à ses aspects pratiques.

L'Université et la société

Il semble que les universités vivent dans un monde autiste, qu'elles ne fassent aucun lien avec la société qui les entoure, avec le monde réel. Or presque aucun effort n'est consacré pour renforcer ces liens.

Les étudiants sont ressentis comme un fardeau, leur statut n'est pas très gratifiant au sein de la société, alors qu'ils contribuent à son évolution, pendant et après leurs études.

L'Education supérieure devrait avoir le rapport suivant avec la société :

- *transmettre le savoir et l'expérience des anciens se baser sur ces connaissances pour offrir à la société la possibilité d'avancer dans des directions innovantes et créatives.*
- *Aidez les individus à utiliser leurs connaissances et leur expérience en les adaptant à leurs besoins et en contribuant au bien-être de la société dans laquelle ils vivent.*
- *Encourager et développer différentes méthodes d'apprentissage en les plaçant sur un pied d'égalité.*
- *Reconnaître que l'éducation ne se limite pas à l'éducation académique mais qu'il s'agit d'un processus qui dure toute une vie.*
- *Assurer aux apprenants une connaissance pratique au sein de la société, pour l'avantage de cette dernière (par exemple dans les ONGs, l'industrie, l'agriculture, le milieu politique, etc.).*
- *Encourager la formation de personnes équilibrées qui sont motivées pour devenir des citoyens responsables dans la société tant au niveau local que global.*

La responsabilité des étudiants dans la construction de la société de demain

Dans certains systèmes éducatifs, les étudiants se concentrent tellement sur leur apprentissage professionnel que, une fois diplômés, ils sont en décalage parfois complet avec la réalité sociale qui les entoure et sont incapables de faire face aux réalités du monde du travail. Cet 'autisme de l'étudiant' peut aussi provoquer une indifférence face aux problèmes sociaux rencontrés et met ainsi en cause leurs capacités de réactions.

Il faut que soit clairement spécifié ce que la société attend de l'enseignement supérieur et ce que l'enseignement supérieur peut apporter à la société. Les étudiants doivent connaître leurs droits en tant que citoyens et être capables de réagir face à une situation spécifique dans leur société. En faisant connaître aux étudiants leurs droits en tant qu'universitaires et leurs droits en tant que citoyens, il est possible d'accroître leur intérêt pour la vie sociale et leur sens des responsabilités.

Maintenir l'unité dans la diversité

L'idée de maintenir l'unité dans la diversité dans le domaine de l'enseignement supérieur est sans doute le défi le plus difficile à surmonter. Les structures étrangères du système d'enseignement supérieur qui ont été adoptées par plusieurs pays ne sont pas adaptées aux situations locales. Pourtant, cette idée de coopération entre les pays sur le thème de l'éducation est positive. C'est pourquoi la notion d'évaluation devient primordiale dans ce domaine. De ce fait, le système international devrait réexaminer ses méthodes d'évaluation. Ce système devrait par exemple inclure les principales doctrines dont on exige la connaissance dans les plusieurs pays pour réussir les examens universitaires. Nous proposons donc que les pays intéressés par cette perspective suivent les stratégies suivantes.

Conclusion

Le fait de rassembler un groupe de jeunes d'horizons divers qui partagent des inquiétudes sur les orientations de l'enseignement supérieur a été pour nous extrêmement enrichissant. Nos échanges doivent être prolongés à travers un processus international informel afin de poursuivre nos débats et nos réflexions sur cette question essentielle et également pour échanger de l'information sur nos réalités et nos perspectives différentes.

Nous sommes convaincus que l'éducation doit répondre aux besoins et aux attentes des communautés locales et de toute la société. Celle-ci change et évolue continuellement et les systèmes éducatifs doivent suivre cette dynamique. Afin de respecter un code d'éthique qui lui correspond, l'Education doit s'appuyer à la fois sur la connaissance et la sagesse locale. Elle doit se baser sur une approche holistique, ne pas se limiter à la transmission de connaissances universitaires de professeur à étudiant et traiter en même temps de tous les aspects de la vie humaine.

Toutes les personnes impliquées dans le système éducatif doivent continuellement réfléchir sur ses faiblesses et sur les méthodes envisageables pour les surmonter. Le Chantier Jeunes souhaite continuer à prendre part à cette réflexion.

IV. JEUNES ET LA RÉOLUTION DES CONFLITS

Introduction

Au cours du siècle dernier, nous avons été témoins de transformations politiques et socio-économiques fondamentales et sans précédent. Il apparaît clairement pour beaucoup que, malgré les progrès considérables dans le monde entier, le nouvel ordre mondial du 21^{ème} siècle est fortement contesté. Cet ordre est marqué par des inégalités énormes sur les plans nationaux et internationaux, des disparités socio-économiques et l'émergence de revendications identitaires de toutes sortes dans différentes régions du monde. L'ordre mondial est également très perturbé par la violence et les conflits qui surgissent dans tous les domaines et toutes les régions. Au vu d'un tel scénario, garantir la sécurité des êtres humains et des Etats est une tâche bien ardue. Ainsi, la recherche d'un nouvel ordre mondial plus juste et pacifique représente un défi difficile pour notre capacité à gérer les multiples conflits qui explosent partout dans ce monde de plus en plus interdépendant. Néanmoins, cette quête s'avère déterminante pour l'avenir de la planète.

Le conflit au sens large apparaît dans tous les domaines de la vie et dans toutes les régions du monde. Il peut prendre des formes multiples et très variées, qui vont du conflit armé intensif entre les pays et les régions aux disputes de voisinage. Le conflit armé fait beaucoup de victimes, parmi toutes les personnes impliquées – autant parmi les forces armées que la population civile, particulièrement chez les jeunes. Même en l'absence d'un état de guerre déclarée, tout conflit social peut être aussi destructeur que n'importe quelle guerre. Les jeunes sont parmi les plus touchés par ces situations. Ils sont confrontés à un paradoxe : soit être intégrés à un ordre déjà existant, soit être les acteurs de la transformation de cet ordre. Il leur incombe de devenir des faiseurs de paix actifs et des médiateurs justes pour agir sur des questions qui les concernent le plus. Les jeunes ont toujours mis en avant et affirmé leur responsabilité pour gérer positivement les conflits et travailler ensemble pour construire un monde de paix. Nous devons encourager encore ce processus de renforcement des jeunes.

Les formes, les lieux et les conséquences des conflits sont en constante évolution. C'est également le cas pour les solutions qui permettent de résoudre et de prévenir les conflits : la gestion de conflits ou de leurs conséquences implique la recherche de méthodes qui soient culturellement appropriées et adaptées à la dynamique de la situation de conflit.

Dans ce texte bref, nous présentons des exemples illustratifs de conflits et quelques réponses.

La foi et le fanatisme

La foi et le fanatisme, au sens large, font référence à des choix contradictoires auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et qui renvoient aux questions de fanatisme religieux et d'objectifs matérialistes inconsidérés ainsi qu'à celles d'intolérances en tous genres qui incluent les problèmes provenant des notions d'identités exclusives.

Nous avons discuté de la manière dont les croyances fanatiques et extrémistes ont pris racine dans nos sociétés multiculturelles. Elles ont revêtu des formes variées allant du fanatisme religieux aux revendications identitaires agressives, de la question des genres aux

conflits entre les castes. Quelles que soient les formes de ces croyances, elles se traduisent par un modèle de comportement violent, agressif, intolérant et excessivement autoritaire.

La foi, nous l'avons évoqué à plusieurs reprises lors de nos débats, était une croyance personnelle forte, pratiquée sans être imposée aux autres, considérée comme étant socialement rationnelle et constructive. Mais le fanatisme qui apparaît dans les pays du tiers monde depuis les 20 dernières années n'a rien à voir avec la foi. Il correspond à une utilisation instrumentale de la religion. Et nous, les jeunes, du fait de notre vulnérabilité, pouvons facilement être influencés par de tels extrémismes.

Le groupe de travail sur le thème 'Foi et Fanatisme' a reconnu que le fanatisme provenait de motivations de toutes sortes et a dénoncé sans équivoque toutes formes d'extrémisme, qu'il soit religieux, basé sur des questions de genre, de castes ou de politique. L'ampleur avec laquelle certains propagent et imposent des doctrines a abouti à une interprétation erronée de ce que représente réellement la religion. Le Chantier Jeunes a reconnu que cette frénésie correspondait à une campagne de désinformation uniquement guidée par des intérêts particuliers.

Pour certains, le fanatisme est le résultat de la misère et de l'analphabétisme des masses qui en font des marionnettes soumises aux manipulations politiques menées par des politiciens et des chefs religieux avides de pouvoir. Il a aussi été dit que le fanatisme se nourrissait du vide spirituel qui caractérise les classes moyennes dans les pays asiatiques et qui s'expliquent par leurs aspirations matérialistes irréflechies.

Le groupe a ensuite centré le débat sur les liens entre le fanatisme et les crises d'identité, la soif de pouvoir et les injustices sociales et économiques.

Pour contrecarrer cette culture abjecte, les jeunes, qui sont influençables, ont besoin d'être sensibilisés à une série de mesures permettant de s'attaquer sérieusement au problème du fanatisme.

Pistes de stratégies pour un changement

- Les suggestions allaient de la diffusion d'informations sur les formes multiples de la foi dans les écoles et autres lieux, aux dialogues inter-religieux et à la mise en place d'un terrain neutre qui fasse tampon entre les groupes fanatiques. Cela permettrait d'explorer ouvertement et sans restrictions la signification même du concept de foi et sa pertinence dans nos propres contextes.
- Manifester notre rejet du fanatisme à travers les médias, l'art, les prospectus et les affichages muraux afin d'éveiller la conscience des gens.
- Créer des espaces d'échange d'énergies créatives à travers la peinture, la musique, le théâtre pour que chacun prenne conscience de la réelle signification et de la nature de la religion et pour instaurer la confiance mutuelle entre des communautés différentes.
- Mettre en lumière la vulnérabilité des jeunes face aux groupes fanatiques à travers des médias novateurs.
-

- Faire évoluer le système éducatif pour élargir son champ d'applications, en organisant des ateliers, des séminaires alternatifs et des camps multiculturels qui conduiront à une meilleure compréhension des différentes pratiques culturelles.
- Promouvoir des méthodes individuelles pour atteindre la paix intérieure et l'harmonie grâce à la méditation et à d'autres pratiques spirituelles.
- Former des groupes de pression pour faire du lobbying contre les préjudices publics causés par les politiques gouvernementales et s'assurer de la participation et d'un traitement égalitaire pour tous.
- Par l'Éducation formelle : inclure dans les programmes scolaires de l'information sur les différentes religions, les peuples, les cultures, les traditions et les coutumes et en même temps, stimuler l'intérêt pour la diversité et ses qualités enrichissantes et pacifistes.
- Par l'éducation informelle ou sociale : donner aux jeunes, l'occasion de réagir dans un contexte interculturel, idéalement dès leur plus jeune âge mais aussi plus tard, et encourager le respect et la compréhension de la différence.
- Par l'échange : dans le contexte asiatique où de nombreux fanatismes sont basés sur la religion, l'une des stratégies de changement possible consiste à multiplier les occasions pour encourager l'échange inter-religieux, en incitant, par exemple, les chefs religieux de différentes croyances à se rencontrer pendant une journée à l'occasion d'une fête importante.
- Par les médias : des médias indépendants et internationaux doivent être créés pour que la jeunesse ait la possibilité de s'exprimer, d'échanger leurs expériences et leurs points de vue sur des questions qui les concernent. Une politique clairement définie visant à soutenir les initiatives des jeunes dans les médias est importante car elle leur permettrait de diffuser à toute la société des messages clairs sur leur propre responsabilité et leur volonté d'agir pour faire face aux problèmes sociaux qu'ils rencontrent. Ces initiatives à travers les médias peuvent améliorer l'image d'une jeunesse que le stéréotype actuel définit comme frivole et intéressée avant tout par la mode et la consommation.
- Des espaces d'échange : l'organisation de réunions et de groupes de discussion autour des questions de société permettront aux jeunes de partager et d'apprendre ensemble ET de commencer à vraiment s'écouter mutuellement.
- L'art : à travers l'expression artistique, nous pourrions inciter plus de jeunes à discuter et à dialoguer sur des questions pertinentes. Nous pensons en particulier au théâtre de rue et aux chansons sur la société pour éveiller une prise de conscience.

Ces exemples constituent des stratégies efficaces que les jeunes gens peuvent utiliser pour contribuer à stopper les forces motrices du fanatisme. Cependant, pour un réel changement, il est nécessaire de lever les barrières de la méfiance qui règne à tous les niveaux de la société. Les jeunes ont besoin d'occasions pour se rassembler et partager l'objectif commun de créer un avenir positif, durable et solidaire. C'est toute l'importance de la foi qui s'inscrit dans la croyance qu'un avenir meilleur est possible et réalisable.

Pouvons-nous constituer une communauté de jeunes qui soit consciente des manipulations politiques et religieuses, qui prenne toute la mesure des défis et du besoin d'agir et qui

choisisse délibérément de refuser le conflit et la violence pour travailler pour un changement ?

Les jeunes et les conflits

Le conflit armé

L'enjeu et ses effets

Dans beaucoup de communautés, les gens doivent vivre en assumant les conséquences des terrains minés ou de la prolifération des armes à feu, et à plus grande échelle, du commerce des armes. Ils sont confrontés aux effets psychologiques des conflits armés sur les jeunes, qui perdurent souvent après l'arrêt du conflit.

Même après la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, le conflit armé a continué à détruire des familles, des pays et des régions à plusieurs niveaux : il a rongé les individus, leur santé physique et mentale, il a amenuisé les ressources, l'environnement, les métiers, le bien-être et l'espoir. S'il ne les tue pas directement, le conflit armé détruit la vie des jeunes. Et si les jeunes peuvent être les instigateurs des conflits armés, ils en sont aussi les victimes. Herbert Hoover disait : "Ce sont les hommes âgés qui déclarent la guerre. Mais ce sont les jeunes qui doivent se battre et mourir". Ainsi, on a pu entendre, au sujet du Rwanda "Le Rwanda a été un symbole de Tragédie Humaine. Les jeunes ont été les principaux acteurs du Génocide qui a fait plus de 1 million de morts mais ils n'en étaient pas les auteurs".

Au cours des dix dernières années, la nature de la guerre a changé. Désormais, les guerres civiles et nationales sont les plus fréquentes, et les armées d'Etats ne combattent plus sur le champ de bataille. Aujourd'hui, la guerre se fait entre les civils et au sein de la société civile. Par conséquent, le nombre de victimes civiles comprenant les femmes, les enfants, les personnes âgées et les non-combattants est maintenant 10 fois supérieur à celui des militaires.

Selon une estimation, le conflit armé a tué 187 millions de vies durant le siècle dernier. Les guerres ont été menées pour satisfaire l'ambition de chefs politiques, le désir de nations expansionnistes d'augmenter leur 'espace de vie', pour acquérir des ressources, et au nom d'idéologies politiques. Les guerres ont été menées pour la liberté des plus forts mais aussi pour opprimer les faibles.

Le recrutement d'enfants soldats

Une des questions les plus souvent abordée autour des conflits armés est celle de la participation et du recrutement des enfants soldats. La Convention Internationale sur les Droits de l'Enfant déclare que les êtres humains de moins de 18 ans ne devraient pas être impliqués directement dans les conflits armés sauf si la législation des Etats impliqués en juge autrement. Il est important de faire la distinction entre ceux qui sont impliqués volontairement, en particulier ceux qui ont plus de 18 ans, et ceux recrutés de force. On estime qu'actuellement au moins 300 000 enfants de moins de 18 ans se battent et meurent dans 36 conflits armés dans plusieurs pays africains, asiatiques et dans certaines zones d'Europe et d'Amérique du Sud."

Beaucoup d'enfants sont forcés à devenir soldats ou à participer à un conflit armé. Le recrutement forcé passe par l'enlèvement, la contrainte et l'intimidation. D'autres jeunes

choisissent de participer volontairement à un conflit armé. Cependant, le terme 'volontaire' peut être trompeur. Souvent, les jeunes sont contraints à participer à un conflit armé à cause de la faim, de la pauvreté ou des faibles revenus de la famille et dans certains cas à cause de la répression d'Etat.

D'après la Coalition Internationale contre les Enfants Soldats, "la seule raison majeure pour laquelle les enfants se portent volontaires auprès des groupes d'opposition armés provient de leur expérience personnelle de maltraitance par les forces armées gouvernementales".

Le conflit armé peut être cyclique : quand les conflits persistent, les situations économiques se dégradent, réduisant ainsi les chances des jeunes d'étudier. Cela explique pourquoi les recrues sont de plus en plus jeunes. L'engagement volontaire des jeunes dans un conflit armé peut aussi être dû à des motifs religieux/idéologiques, sociaux/communautaires ou familiaux, ou encore à des pressions exercées par l'entourage et à un désir de vengeance (cf ci-après 'Le Rôle des médias/des informations').

Le fait d'être soldat a un effet différent sur la jeune personne selon le pays et l'armée pour lequel/laquelle il ou elle s'est engagé(e). Il a été rapporté que, dans certains conflits armés, des drogues sont fournies aux jeunes avant le combat afin d'attiser leur rage de vaincre.

Quel que soit le résultat de cette expérience, il est toujours difficile pour des jeunes qui ont été témoins et qui ont participé à un conflit armé de réintégrer leur communauté. Ils peuvent avoir du mal à ne plus considérer la violence comme une activité légitime ou un moyen de résoudre un conflit. Ils ont souvent des difficultés à reconnaître le rôle que les jeunes ont joué dans le conflit et à se construire un environnement sain propice à la dignité et au respect. Aider les anciens combattants à retrouver une vie 'normale' – notamment en leur proposant d'accéder à l'éducation et l'emploi – est une tâche ardue.

Trouver les raisons pour lesquelles les jeunes sont devenus des soldats et les prendre en compte dans les stratégies de la réintégration est important.

Les armes à feu

L'utilisation abusive des armes à feu provoque chaque année des morts violentes, des blessures et des traumatismes psychologiques à des centaines de milliers de personnes. Ces accidents se produisent dans le contexte de conflits nationaux et régionaux (chacun avec sa propre dimension et son expression politique, économique, sociale, religieuse et ethnique) mais aussi à la suite d'abus pratiqués par la police, lors de répressions violentes des droits démocratiques et de la violation du droit à l'autodétermination. Par ailleurs, l'accès aisé aux armes à feu est directement lié à l'augmentation de la criminalité, de la violence familiale, des suicides et des accidents. Dans le contexte d'un conflit politique, les armes à feu alimentent la violence et l'insécurité qui à leur tour engendrent la peur et l'instabilité et obligent des millions de personnes à se réfugier à l'étranger ou se déplacer dans leur pays. Une grande partie de ces tragédies humaines pourraient être évitée grâce à un contrôle de l'accès et de la disponibilité des armes à feu – aux niveaux national et international – dans un cadre élargi de mesures prises pour s'attaquer aux causes profondes des conflits.

Alors que les armes nucléaires et autres armes de destructions de masse sont soumises à des traités internationaux pour prévenir leur prolifération, le commerce des armes à feu est très largement ignoré par le droit international et leur commerce est en grande partie incontrôlé. Un ensemble de facteurs a engendré l'actuelle prolifération des armes à feu. Par exemple, après la dislocation de l'URSS, des armes bon marché fabriquées en ex Union

Soviétique ont été mises en vente sur le marché international, car les anciens pays signataires du Pacte de Varsovie devaient se débarrasser de leurs armes pour se munir d'un armement compatible avec celui de l'OTAN. Par conséquent, les faibles prix et la disponibilité des armes ont permis à des groupes non gouvernementaux de se doter d'armes auxquelles ils n'avaient auparavant pas accès, augmentant ainsi la mortalité et l'intensité des guerres entre les différentes factions, les tribus et les groupes non-gouvernementaux.

Pistes de stratégies pour un changement

Le rôle des jeunes

Les jeunes sont essentiellement impliqués dans trois domaines : la prévention des conflits, la résolution des conflits et la construction de la paix après les périodes de conflit. Nos cibles stratégiques pour la prévention des conflits comprennent les membres de nos sociétés, les législateurs, les hommes de loi tels les magistrats, les juges et les jurés, les détenteurs de pouvoir dans nos pays, y compris les membres du gouvernement et autres partis politiques, et enfin les organisations mondiales puissantes telles que le FMI et la Banque Mondiale. Notre souci principal dans la résolution des conflits est d'éviter d'utiliser des moyens qui font appel à des médiateurs dont la présence peut être une source de conflits ultérieurs. Idéalement, les moyens mis en œuvre devraient prendre en considération les approches culturelles de médiation de conflits dans la région et travailler avec des méthodes à la fois traditionnelles et modernes pour résoudre les conflits par des accords négociés. Dans le contexte de construction de la paix à la fin d'un conflit, il est essentiel d'établir des rapports sains et solides avec les médias et d'encourager des pratiques journalistiques de qualité, indépendantes et dans la liberté d'expression.

Nous contribuerons à la prévention des conflits en diffusant l'information sur la production, la distribution, la circulation et les conséquences de l'utilisation des armes à feu et des mines terrestres dans nos régions. Cette information n'est pas toujours facilement disponible et nous devons faire des recherches. Nous utiliserons cette information pour faire pression sur les gouvernements, les producteurs d'armes et les détenteurs de ces armes.

Par ailleurs, nous viserons les personnes dans nos pays respectifs, mais également dans les régions et pays producteurs d'armes, qui ne sont pas informés du commerce des armes à feu et de leurs effets dévastateurs. Nous encouragerons les gens à mieux s'informer sur la Campagne Internationale contre les mines terrestres et à participer à ses activités.

Nous résoudrons le conflit en soutenant activement le rétablissement de méthodes traditionnelles de résolution des conflits. Nous dresserons une liste de principes à partir des pratiques les plus efficaces destinées aux agences d'aide internationales qui travaillent dans des situations d'urgence et de conflit.

Nous agirons comme un groupe de pression auprès de ces organisations afin qu'elles adoptent ces principes. Nous jouerons un rôle actif dans la construction de la paix après un conflit de plusieurs façons.

Nous nous sommes engagés à partager nos expériences, afin qu'elles soient utilisées comme ressource dans d'autres communautés, et à échanger des approches pratiques de l'éducation à la paix pour encourager la réconciliation.

Nous travaillerons ensemble dans nos régions là où nous le pourrons. Par exemple, Le National Students Council for Peace ('Conseil National des Etudiants pour la Paix') et le Pastoralist Peace and Development Initiative ('Initiative Pastorale pour la Paix et le Developpement') au Kenya travailleront pour soutenir le Comité des Jeunes pour la Paix de Madagascar. En Europe du sud-est, nous convoquerons un Parlement de Jeunes pour poursuivre l'action à la base avec des jeunes qui se sont déjà engagés à construire la paix et renforcer la société civile. En Asie Centrale, nous créerons un réseau d'éducation pour la paix pour les orphelins et les jeunes sans travail.

L'aide pratique et le soutien sont importants dans les communautés récemment impliquées dans un conflit ; aussi, certains parmi nous vont faire pression pour la création de centres d'aide post-traumatiques dans nos régions, qui seront dirigées par du personnel professionnel.

Quelques plans d'actions individuels :

- Faciliter le dialogue et l'organisation de séminaires sur des questions juridiques et des Droits humains entre le PDI Georgien et les jeunes Abkhasiens (Géorgie)
- Travailler pour la création d'un parlement provincial de jeunes dans une province du Kenya pour renforcer le pouvoir des jeunes d'un groupe minoritaire (Kenya)
- Favoriser le soutien organisé par la communauté aux victimes de la torture et lutter contre le retour de l'esclavage des enfants (Nigeria)
- Participer à la journée d'action pour l'éducation, le 12 décembre prochain, en faveur des enfants de la rue. Nous organiserons une heure des enfants pendant laquelle les gens feront le don de la somme correspondant à une heure de leur travail et ces fonds permettront à un jeune travailleur d'enseigner le calcul (Soudan)
- Créer un guide de références sur l'activisme chez les jeunes qui puisse être diffusé dans les écoles et les collèges. Il visera l'Action pour le Renforcement des jeunes, car beaucoup de jeunes de mon pays pensent que leur ignorance vient du fait qu'ils ne savent pas comment participer au changement (Bosnie)
- Transmettre la notion d'"action" que j'ai apprise lors du Parlement International de Jeunes à mes camarades de classe, mes amis et aux membres du club des étudiants pour élever leur conscience sociale (Taiwan)
- Créer une ONG pour les jeunes qui traite de leurs préoccupations majeures en vue d'une réconciliation et d'une justice sociale, de la construction de la paix et de la prévention (future) des conflits (Bosnie)
- Poursuivre la campagne internationale "SOS Enfants Soldats" au niveau national (Madagascar)
- Lancer une campagne de sensibilisation du SIDA, car les jeunes impliqués dans un conflit armé représentent une population particulièrement à risque (Erythrée)

Quelques illustrations d'actions autour de la prévention des conflits et de la construction de la paix

"Je travaille et continuerai à travailler pour faire comprendre à mes concitoyens que l'histoire qui raconte comment une 'décennie de guerre et d'insécurité dans la région des Balkans a détruit à jamais notre pays' n'est rien de plus qu'un récit" (Tamara Trbojevic, déléguée de Bosnie-Herzégovine au IYP2000)

Les "gens qui ont souscrit à l'idéologie de la haine et de la ségrégation n'ont pas changé par un simple changement de pouvoir (par l'usage d'un pistolet) ... La meilleure chose que l'on ait à faire est de s'assurer que leur idéologie n'a pas été transmise aux jeunes ni même diffusée" (Mukama Tanzi Franc, délégué du Rwanda au IYP)

La prévention des conflits et la construction de la paix se renforcent mutuellement. La situation qui fait suite à une crise armée permet de déterminer si un nouveau conflit risque ou non d'éclater à terme. Il est dit par exemple que c'est le Traité de Versailles à la fin de la 1^{ère} guerre mondiale, par ses conditions écrasantes, qui a mené à la montée du fascisme en Allemagne, laquelle a abouti à la 2^{ème} guerre Mondiale. Inversement, si la responsabilité de ceux qui ont perpétré les guerres n'est pas jugée, des sentiments d'injustices très forts peuvent apparaître et aboutir à de nouveaux conflits.

La prévention du conflit a lieu dans des contextes très variés, dans la maison où l'enfant apprend la tolérance, à l'école où des conflits entre individus sont résolus non violemment et où l'on encourage les enfants à accepter et comprendre. Par exemple, Nabi Ragimov, le délégué d'Azerbaïdjan au IYP2000, travaille avec des jeunes et des enfants au Centre Humanitaire " Yuva" à Baku, qu'il forme à la résolution de conflits interpersonnels.

La prévention des conflits peut aussi avoir lieu entre des personnes qui sont en situation de crise et des médiateurs, qu'ils soient internes au conflit ou extérieurs, comme par exemple les négociateurs de l'OTAN et de l'UE en Ex-Yougoslavie ou les sénateurs nord-américains en Irlande Nord.

Beaucoup d'efforts sur le terrain pour la construction de la paix se fondent sur les interactions et les dialogues entre des personnes considérées comme étant différentes. Organiser des débats ouverts pour favoriser un échange de points de vues entre personnes d'origine ethnique et aux orientations politiques différentes permet d'aboutir à des vues communes et des compromis. A titre d'exemple, le délégué d'Israël au IYP2000, Barak Turovsky, travaille avec des groupes pour la Paix et les Droits humains au sein de l'Union Nationale des Étudiants d'Israël, pour encourager les échanges et des débats entre Palestiniens et Israéliens.

Le pivot central pour agir contre la prolifération des armes à feu est l'International Action Network on Small Arms (Réseau International d'Action sur les Armes à feu). Vous pouvez décider de participer à ce réseau ou de suivre ses campagnes. Le Center for International Security and Arm Control – CISAC ('Centre pour la Sécurité Internationale et le Contrôle des Armes'), basé à l'Université de Stamford, mène actuellement un projet de recherche intitulé 'Conflit et Résolution des Conflits au sein et entre les États et met également à disposition une liste de publications avec des résumés.

Le Rôle des médias/de l'information

La participation de jeunes dans un conflit armé est souvent liée à leur compréhension des causes de ce conflit. En général, chacune des parties d'un conflit armé a tendance à présenter sa propre interprétation des événements ; de plus, le contrôle de l'information constitue souvent un aspect important de la stratégie suivie dans le conflit lui-même.

L'accès aux technologies de l'information offre aux jeunes un moyen pour dénicher de l'information sur le conflit qui les entoure. Mais l'accès aux médias peut aussi constituer une arme puissante qui peut changer le cours d'un conflit armé, comme l'explique Signe Svensson, un délégué suédois au IYP2000 : "aujourd'hui, les médias et la société jouent un rôle important dans les conflits. Certaines personnes soutiennent même que la plupart des batailles importantes n'ont pas lieu sur les champs de bataille mais chez les gens, à travers la télévision, les journaux ou Internet et non pas avec des porte-avions et des bombardiers".

Goran Mitrovic, un délégué de Serbie au IYP2000, décrit l'impact important que peut avoir l'accès aux moyens de diffusion de l'information, et comment les ONGs peuvent changer le cours d'un conflit armé : "M. Ivan Novkovic (ancien Président du Parlement), qui travaillait à la télévision de Leskovac (une ville de 80 000 habitants), diffusait au milieu d'un match de basket un message préenregistré appelant à la démission des autorités locales et de l'Etat. Cela s'est passé le 1^{er} juillet 1999 ; le 5 juillet, 20 000 personnes étaient dans les rues de Leskovac. Les protestations des citoyens ont duré 44 jours."

En général, les jeunes ont tendance à ne pas contrôler les armes. En revanche, en ayant accès aux médias, ils se dotent d'une arme puissante pour changer le cours d'un conflit. Plusieurs types d'actions sont possibles pour aller dans ce sens. Par exemple, vous pouvez monter un projet autour des médias pour faciliter l'accès aux médias pour les jeunes. Cela peut prendre différentes formes allant de la station de radio, du journal, du bulletin d'informations, aux communiqués de presse, aux posters, aux autocollants en passant par les téléphones mobiles solaires qui vont de village en village, et permettent aux communautés isolées de communiquer les unes avec les autres.

La participation des jeunes à un conflit armé est souvent liée aux informations qui leur sont fournies par un groupe idéologique, politique, ethnique, social, familial, religieux ou autre. Le manque de diversité des sources de l'information peut mener les jeunes à prendre les armes et à appuyer la violence du moment. Les technologies de l'information peuvent fournir un moyen bon marché et efficace pour permettre aux jeunes d'accéder à d'autres informations.

Par ailleurs, les jeunes peuvent jouer un rôle important en diffusant de l'information à laquelle d'autres personnes ne pourraient accéder sans leur intervention.

Indika Perera, déléguée au IYP2000, travaille avec le Sri Lanka National Peace Council ('Conseil National de la Paix') qui anime des ateliers de travail dans les zones défavorisées, en collaboration avec les chefs de communautés et les militants pour la paix. "Au-delà de ces ateliers", explique-t-il, "nous organisons des campagnes multimédias de grande envergure et à fort impact pour une éducation à la paix, en utilisant la télévision, la radio, les journaux, les posters. Tous ces procédés ont appuyé le processus de paix en allant à l'encontre de l'utilisation de la violence à des moments cruciaux. Nous avons aussi eu recours aux communiqués de presse et nous nous sommes servis directement du bulletin d'informations du NPC".

Le fait de manquer d'information peut avoir des effets particulièrement destructeurs lorsqu'il touche directement les décideurs. Comme le décrit Indika : "Beaucoup de jeunes politiciens qui ont participé à nos ateliers de travail abordent maintenant les conflits avec une autre vision". Le fait de s'assurer que l'information arrive bien aux jeunes décideurs et aux leaders d'opinion peut jouer un rôle essentiel dans la résolution des conflits. Vous pouvez vous-même agir pour vous assurer que les décideurs de votre région ont accès à des informations exactes sur la nature du conflit. Vous pourriez par exemple lancer des campagnes

d'information qui visent les décideurs, en fournissant de l'information historique sur le conflit. Amnesty International et Human Rights Watch peuvent fournir de l'information très fiable. Vous pourriez aussi organiser des ateliers pour les décideurs et leaders d'opinion en leur fournissant de l'information sur les causes et les effets des conflits, et sur les méthodes et techniques de résolution des conflits.

Un manque d'accès à l'information pendant un conflit armé peut aussi entraîner des conséquences très violentes. Le fait de ne pas savoir pas où se trouve sa famille peut affecter gravement la santé mentale et physique d'un jeune et peut menacer ses moyens de subsistance et sa propre vie. Aussi, manquer d'informations sur la situation économique et sur les effets d'un conflit armé peut rendre très aléatoire l'élaboration d'un budget et engendrer des situations à risques énormes pour les jeunes qui essaient de gagner leur vie. Car même les métiers les plus stables deviennent alors incertains.

Les moyens sont nombreux pour aider les jeunes à vaincre les effets d'un conflit armé. Vous pouvez vous appuyer sur la Croix Rouge et le HCR pour essayer de localiser les membres d'une famille et retransmettre l'information. Ou encore, vous pouvez organiser votre propre programme d'aide aux familles en les aidant à retrouver les traces de tous leurs membres. Vous pouvez également faire un site web pour permettre aux gens de suivre les différents événements pendant le conflit armé, et même fournir des liens vers d'autres sources d'informations.

Quelques pistes d'action possibles

Les stratégies suivantes ont été rassemblées par les membres de l'équipe responsable de l'agenda du l'IYP2000, à partir des idées présentées par les délégués dans leurs travaux écrits et d'autres recherches. Vous pouvez décider d'adopter ces stratégies au niveau individuel ou au sein d'un groupe de travail. Ces éléments ne sont que suggestions : nous espérons qu'elles permettront d'élargir et non pas limiter le champ des actions possibles que vous ou votre groupe entreprendrez peut-être.

- Faire pression sur les gouvernements pour mettre fin au recrutement des enfants de moins de 18 ans dans les forces armées, et pour ratifier le Statut de Rome de la Cour Criminelle Internationale et la Convention ILO 182 sur les Mauvaises Conditions de Travail des Enfants.
- Organiser des ateliers et des programmes d'aide à la réintégration des enfants soldats dans leurs communautés.
- Appuyer activement les campagnes internationales pour empêcher l'emploi des enfants soldats, telles que la Coalition Internationale pour Stopper l'Utilisation des Enfants Soldats, ou la Campagne Nord Américaine pour stopper l'Utilisation des Enfants Soldats.
- Mener des débats ouverts pour échanger des points de vue entre personnes d'origine ethnique et d'orientation politique différentes.
- Participer et soutenir les campagnes du Réseau International d'Action sur les Armes à feu.
- Soutenir et faciliter l'accès aux services fournis par les organisations qui aident à localiser les membres d'une famille (telles que la Croix Rouge et le HCR) ; créer des services régionaux semblables en ouvrant un site Web.

Réflexions sur le rôle des jeunes en Irlande, en Palestine et en Israël

Irlande (Grainne Kelly)

Je suis en fait convaincue qu'en se concentrant sur l'expression déjà bien connue 'pensez globalement et agissez localement', les jeunes pourront provoquer des changements dans leur propre communauté et leur société et, en faisant cela, ils pourront influencer et même modifier des événements et problématiques au niveau mondial, alors qu'ils n'imaginent peut-être même pas en avoir les moyens. Notre rôle consiste à rappeler constamment aux personnes qu'il faut réaliser des petits changements qui pourront ensuite se répercuter à plus grande échelle, et ainsi nous encouragerons et soutiendrons les nouvelles générations qui se renouvellent sans cesse.

Les jeunes doivent aborder par eux-mêmes deux questions principales : que pouvons-nous faire pour renforcer notre position dans la société ? Que pouvons-nous faire pour améliorer la société dans son ensemble et garantir notre propre avenir et celui de nos enfants ? Le défi continu pour ceux et celles d'entre nous qui travaillons dans des sociétés très divisées et conflictuelles consiste à inculquer aux jeunes le sens de leur propre estime et à les encourager à croire en leur capacité à provoquer des changements dans leur entourage et à atteindre d'autres communautés. Ainsi, ils pourront s'enrichir de la diversité de leurs échanges, plutôt que de se sentir menacés par de telles initiatives.

La jeunesse arabe (Nadem Nashef)

Sur la scène internationale, le peuple arabe apparaît en général comme conservateur, religieux et affaibli, comme une grande partie des peuples du 'tiers-monde'. Dans ces sociétés, les jeunes doivent faire face à la mondialisation, qui représente un défi entre l'ancien et le nouveau ; entre la valeur du passé et les valeurs du présent ; entre la valeur que constitue la préservation de sa propre identité culturelle (par l'isolationnisme en ne se mélangeant avec aucune autre culture) et l'assimilation totale. Or, à l'heure de l'internet, du mélange des cultures et du 'village mondial', autrement dit, à l'heure de la mondialisation – qui est d'ailleurs fondamentalement occidentale, ou plus précisément américaine – ce défi s'avère être difficile, et même très difficile à surmonter.

Une partie de la jeunesse arabe se protège par un isolationnisme culturel total, en particulier ceux et celles qui font partie de mouvements religieux, en s'entourant d'une culture arabo-islamique et en rejetant toute autre civilisation ou culture, qu'elle considère comme incompatible avec leur religion. A partir de là, on peut facilement imaginer comment, dans les cas extrêmes, on peut arriver à des actes de violence contre d'autres peuples.

Une autre partie de cette jeunesse cherche au contraire à être totalement assimilée dans la culture occidentale, et finalement elle fuit sa propre réalité et parfois même va jusqu'à renier ses racines et son identité culturelle, nationale et religieuse. Cette attitude s'explique par un problème inhérent à la société arabe (et à d'autres sociétés) : l'absence de pensée critique, qui nous permettrait pourtant d'accepter notre héritage, notre civilisation et notre identité tout en ayant une vision critique; accepter ses bons côtés tout en étant critique sur ses côtés négatifs; en même temps, avoir une vision critique de la culture mondiale, autrement dit la culture occidentale.

Le rôle des ONG, la participation des jeunes et l'organisation de formations sont ici essentiels pour la l'établissement d'une pensée démocratique libérale, l'acceptation des autres et des différences - sans fermer la porte ou se retrancher dans l'isolationnisme culturel -, pour le respect des différences de l'autre, mais aussi des autres cultures et sociétés, et enfin pour le respect de la liberté de culte.

Il faut par ailleurs souligner que la culture mondiale est une culture occidentale et même spécifiquement américaine, qui s'impose et domine toutes les autres cultures, lesquelles ne peuvent alors plus trouver leur espace pour évoluer de façon autonome. En d'autres termes, la manière dont l'Occident, et en particulier les Etats-Unis, dirige et s'impose aujourd'hui sur le reste du monde, à la fois économiquement, politiquement, militairement, mais aussi culturellement, comme une force mondiale, représente un danger dont nous devons prendre conscience.

La Jeunesse palestinienne sur la rive Ouest et sur la bande de Gaza

La jeunesse palestinienne sur la rive Ouest et sur la bande de Gaza ressemble aux autres jeunes arabes ou à ceux du 'tiers-monde', à ceci près qu'ils sont confrontés à des problèmes bien spécifiques. Depuis 53 ans, les Palestiniens vivent plusieurs types d'occupation et d'oppression. Ils ont subi des transferts massifs de population et des massacres en 1948. Durant les 53 dernières années, ils n'ont pas eu le droit d'évoluer de façon autonome, aux plans culturel, économique et social. Le peuple palestinien - y compris les jeunes - est très touché par ce phénomène. Beaucoup de jeunes palestiniens participent depuis leur plus jeune âge à des mouvements de libération nationaux, et nombre d'entre eux ont été emprisonnés, torturés pendant des années et même tués.

La jeunesse palestinienne paye aujourd'hui le prix de la résistance de son peuple face à l'occupation israélienne pour toutes sortes de revendications, dont voici quelques exemples :

1. Le Droit à la Vie : Depuis le début de l'Intifada, l'armée d'occupation a tué plus de 150 enfants de moins de 18 ans, et des milliers d'entre eux ont été blessés par balles.
2. Le Droit à l'Éducation : du fait des barrages et des bombardements, beaucoup de jeunes n'ont plus accès aux écoles, collèges ou universités, et certaines institutions de formation ont même été fermées pour être utilisées comme bases militaires par l'armée d'occupation.
3. La Liberté de Mouvement : toutes les villes et les villages palestiniens ont été placés sous embargo et il est interdit de s'y rendre et d'y demeurer sans autorisation spéciale.

Comme vous pouvez le voir, nous évoquons ici les Droits humains les plus fondamentaux qui sont bafoués par l'État d'Israël ; et dès lors que ces Droits fondamentaux ne sont pas respectés, il est difficile de parler d'autre chose.

Baladna - l'Association de la jeunesse Arabe, s'efforce d'aider les Palestiniens à sortir de cette situation sombre par les actions suivantes :

- Une aide financière aux enfants et aux jeunes qui sont dans le besoin en récoltant des dons et en fournissant de l'aide matérielle
- Un projet de fourniture de stylos et de cahiers pour les écoliers palestiniens qui sont dans le besoin
- Des activités pour faire prendre conscience aux gens de l'oppression subie par les Palestiniens, telles que la réalisation par les enfants palestiniens de cartes de solidarité.

Il est important que les ONG, et notamment les ONG de jeunes, prennent position et trouvent leur place face aux événements mondiaux actuels. Les ONG devraient travailler solidairement avec ce peuple opprimé constitué de personnes qui vivent sous l'occupation et qui n'ont pas connu la liberté ou la démocratie.

La jeunesse palestinienne en Israël

Tout comme la jeunesse palestinienne hors d'Israël, ils subissent aussi l'oppression et la discrimination raciale dans les administrations publiques et tous les domaines de la vie, bien qu'ils soient 'citoyens'.

Par exemple, dans le domaine de l'Education :

- Quand l'Etat investit 10 shekels dans l'éducation pour un enfant juif, un enfant palestinien arabe reçoit moins de 1 shekel;
- L'État interdit à la minorité palestinienne d'évoquer l'histoire de son peuple, ses poètes ou sa littérature. En même temps, les services de sécurité nationale contrôlent l'éducation dans les écoles arabes.

Ici, à **Baladna**, nous essayons de donner accès aux jeunes à ce qui est interdit par l'État, de leur permettre de connaître l'histoire de leur peuple et les problèmes auxquels ils sont confrontés, et de débattre sur ces questions avec un esprit critique. Nous travaillons pour répondre aux besoins des jeunes à travers des réseaux non-gouvernementaux.

V. GOUVERNANCE

La gouvernance se réfère aux systèmes de valeur, aux institutions, aux entités sociales, aux règles et aux processus par lesquels les sociétés régulent, au niveau local et global, les activités humaines en leur sein, et leurs interactions avec d'autres sociétés et avec leur environnement, tout en assurant leur coexistence et leur interdépendance.

Nous ne prétendons pas ici parler au nom des "jeunes du monde entier" mais tenterons plutôt de refléter les points de vue et les expériences des nombreux jeunes de différentes régions du monde qui ont participé étroitement aux activités et aux réflexions du Chantier Jeunes. C'est à ce groupe auquel nous nous référons ci-après lorsque nous évoquons "les jeunes".

Les caractéristiques d'une nouvelle gouvernance

L'innovation et la promotion du changement social s'appuient souvent à la fois sur une rupture avec les systèmes - qui semblent aller de soi -, les comportements et les processus existants, et sur une modification de nos systèmes de représentations. Or cela correspond à un certain nombre de caractéristiques qui définissent les jeunes par leurs points de vue et leurs actions. Ils adoptent ces attitudes de façon "spontanée" et "naturelle", alors qu'elles constituent une véritable rupture avec les générations précédentes et sont probablement des éléments clés pour un renouvellement de la gouvernance :

La prise de responsabilités

- **Avoir conscience de la situation** : les jeunes sont particulièrement conscients des nombreux défis auxquels ils sont confrontés, de la complexité et de la gravité des problèmes dans le monde présent et à venir. Ils ne sont pas satisfaits des systèmes actuels (politiques, économiques, sociaux) qui ont été tantôt inflexibles et tantôt néfastes pour les individus, pour les sociétés et pour la préservation de la planète.
- **Changer le système** : face à cette situation, il leur apparaît nécessaire de provoquer un changement radical dans notre système de valeurs et dans les processus par lesquels nous régulons les activités humaines et satisfaisons les besoins humains. Ils veulent innover, être créatifs et remodeler conjointement les relations entre les êtres humains et celles entre les humains et la nature. Ils sont conscients qu'à notre époque, il ne leur suffira pas d'hériter et de "maintenir" le monde tel qu'il est mais qu'il faudra agir pour provoquer des mutations majeures qui amélioreront la situation pour les générations futures.
- **Prendre des responsabilités** : les jeunes sont prêts à s'occuper du monde tel qu'il est et à prendre la responsabilité de le changer. Ils sont parfaitement conscients de leur responsabilité dans une telle démarche, et de la nécessité d'évaluer les effets de leurs actions non seulement sur leur société mais aussi sur le monde entier et la planète. Leur prise de responsabilité se fonde donc sur le respect des **principes de précaution et de durabilité**.
- **Être enthousiaste et capable** : ils sont déterminés à changer le monde parce qu'ils ont espoir et confiance, et sont inspirés par leurs rêves et leurs visions d'un avenir meilleur. Par leurs actions et leurs engagements, ils ont déjà commencé à prouver qu'ils ont l'énergie, l'enthousiasme et les capacités nécessaires pour changer les choses. Vu

l'étendue et la complexité de ce qu'ils doivent accomplir, ils restent néanmoins conscients des difficultés qui les attendent et du temps que cela prendra. Ils ont confiance et sont heureux de recevoir un soutien et des conseils, en particulier des générations anciennes.

Les valeurs

La responsabilité ressentie et assumée par les jeunes se base sur un certain nombre de valeurs clés, qu'ils affirment et promulguent à tous les niveaux.

- **L'affirmation et la promulgation de Valeurs** : parce qu'ils ressentent fortement qu'une partie du changement à accomplir concerne les systèmes de valeurs, parce qu'ils recherchent du sens pour eux-mêmes et pour leurs communautés, les jeunes "reconsidèrent" et examinent avec soin ces valeurs et ce qu'elles apportent. Ils se sentent le droit de réexaminer et de vérifier pour eux-mêmes ce que représentent des valeurs clés. Une des questions auxquelles ils attachent une importance particulière est la place donnée à l'argent et les effets du consumérisme sur la planète dans son ensemble. En outre, par cette démarche, ils fondent explicitement et avec force leurs actions et leurs visions pour un changement sur une base éthique.
- **De la transformation de soi au changement du monde** : pour les jeunes, il faut d'abord affirmer et promulguer des valeurs dans sa vie personnelle et professionnelle avant de pouvoir changer sa relation avec les autres et avec la société dans son ensemble. Il y a un lien très étroit entre la transformation de soi et la transformation de la société : qu'il s'agisse du recyclage des déchets, du partage des connaissances ou de la tolérance, les comportements et les actions individuels ont un impact sur les comportements et actions collectifs et peuvent ainsi contribuer à un changement social plus large.
- Parmi les **valeurs clés** qu'ils affirment, notons : l'humanité (à la fois le sentiment d'appartenir à la communauté humaine et celui de fraternité et de chaleur), la responsabilité, la solidarité, l'ouverture d'esprit et la tolérance, la justice, l'espoir et la confiance, l'enthousiasme et l'énergie, le partage d'expériences et la co-opération, l'intégration, l'apprentissage mutuel et le respect, la sensibilité, la créativité.

Pour une nouvelle citoyenneté

En assumant leurs responsabilités et en promulguant leurs valeurs, les jeunes redéfinissent la notion de citoyenneté. Celle-ci se veut désormais être ouverte, participative, responsable, consciente, engagée à plusieurs niveaux (local, national, régional, mondial), non-exclusive et solidaire.

- **Une citoyenneté ouverte** : la jeunesse citoyenne est particulièrement ouverte et multiforme. Beaucoup de jeunes sont des citoyens multiculturels car ils connaissent ou sont le produit de plusieurs cultures. Mais au-delà de cela, les jeunes montrent qu'ils sont capables d'assimiler plusieurs identités et divers rôles sociaux, d'utiliser plusieurs langages (linguistiques ou sociaux) et de se sentir à l'aise et familiers avec cette diversité. Ils ont ainsi commencé à faire face et à résoudre pour et par eux-mêmes la tension entre unité et diversité à laquelle sont confrontées nos sociétés.
- **Une citoyenneté participative** : en entreprenant de changer les choses autour d'eux, principalement à travers leurs actions sociales et culturelles, les jeunes ont réaffirmé l'importance de la participation individuelle et collective dans la vie de la cité, pour définir

des problématiques, élaborer et mettre en place des actions, et en contrôler puis en évaluer leurs effets. La participation consiste à encourager les gens à exprimer leurs propres questions et préoccupations et à envisager les solutions possibles ; il s'agit de relier les besoins, visions et désirs individuels avec la vie, les projets et le bien collectifs. En prenant des responsabilités, en étant actifs et participatifs, les jeunes se réapproprient la politique, au-delà des formes représentatives de la démocratie.

- **Une citoyenneté consciente et informée** : dans leur vie et à travers leurs actions, les jeunes conçoivent l'apprentissage comme le processus de toute une vie qui permet d'enrichir ses connaissances et de mieux prendre conscience des choses. En partant de leurs propres compétences, ils s'attellent à les enrichir et à les renforcer en considérant non seulement l'éducation formelle, mais aussi les compétences, les valeurs, la compréhension des sociétés dans lesquelles ils vivent, etc. L'apprentissage se définit surtout par l'échange, qui est un processus collectif et mutuel (pour un renforcement de soi et des autres). De fait, pour agir pleinement en tant que citoyen participatif et responsable, il faut avant tout enrichir ses connaissances et sa conscience.
- **Une citoyenneté engagée à plusieurs niveaux** : beaucoup de jeunes vivent leur citoyenneté non seulement en tant qu'individus appartenant à la communauté nationale, mais aussi à leur communauté locale, à leur région, à leur continent, et à l'humanité tout entière. Même si, à travers la mondialisation, les niveaux supranationaux sont beaucoup plus immédiats et présents qu'ils ne l'étaient pour leurs anciens, beaucoup de jeunes ressentent aussi fortement leur appartenance à une communauté locale, à un quartier, une ville, un département, une région, à un groupe qui représente le repère quotidien de leur vie et de leurs actions.
- **Une citoyenneté non-exclusive** : peut-être parce qu'elle est à la fois multiforme et ouverte, leur propre expérience de citoyens est aussi empreinte de tolérance et d'esprit de solidarité. À travers leurs actions, les jeunes oeuvrent pour une pratique de la gouvernance qui partage plutôt qu'elle n'exclut, qui incite à la participation et à la reconnaissance de la diversité des cultures mais aussi des groupes sociaux. Par ailleurs, ils sont particulièrement préoccupés par les groupes marginalisés, isolés et soumis à la discrimination, autrement dit les femmes, les minorités ethniques ou religieuses, les peuples indigènes,... et parfois même les jeunes !
- **Pour la construction de communautés plurielles** : les jeunes mettent en avant leur appartenance à une communauté – qu'elle soit virtuelle ou locale - comme source de soutien, de partage, d'apprentissage, d'humanité, d'espoir et de changement. L'un de leurs objectifs est de renforcer les liens sociaux, en particulier au niveau local. Par leur expérience de citoyens, ils contribuent à remodeler les sociétés humaines, en les redéfinissant non pas autour d'une identité spécifique mais en les dotant de valeurs communes et d'un projet partagé.

Les moyens et la pratique de la gouvernance

- **Du local au global** : face à l'étendue et à la complexité des défis, les jeunes se sentent plus à l'aise et plus efficaces en agissant à petite échelle, localement, au quotidien, par des actions concertées et spécifiques dans leur entourage proche. En même temps, ils s'efforcent de garder à l'esprit les conséquences de leurs actions (négatives et positives) au niveau global et c'est là une source supplémentaire d'espoir et de confiance dans leurs efforts pour construire un monde meilleur. De plus, ils échangent entre eux à plus grande échelle (au niveau national et international) à travers les réseaux et les

communautés virtuelles qui représentent à la fois une source d'information et d'apprentissage, un moyen de pression sur les décideurs et pour sensibiliser l'opinion publique, une source de soutien moral et matériel, etc. Cela leur permet également de déterminer, pour chaque niveau d'actions, de quelles ressources et interactions ils auront besoin pour agir.

- **Construire des liens et des articulations** : à travers leurs actions, les jeunes montrent sans cesse à quel point ce qu'ils sont et ce qu'ils font se fonde sur la "reliance", c'est à dire la construction de liens entre des idées, des personnes, des connaissances et des expériences, des sentiments et des valeurs. Ils agissent comme intermédiaires, ou même comme tisseurs de liens pour jouer le rôle de médiateurs et inciter les gens à se regrouper, à créer des relations entre les problématiques et à se constituer en tant que réseau, alliance, autrement dit en force collective.
 - avec les gens, ils atteignent, mobilisent et **réunissent des acteurs et des électeurs très divers** autour de projets. Les jeunes activistes sociaux sont conscients de la nécessité de travailler avec les ONGs, les services administratifs, les autorités locales, les chefs religieux et les chefs de communautés, les représentants commerciaux, etc., et ils prouvent qu'ils en sont capables. Ils attachent en outre beaucoup d'importance au fait d'écouter et de stimuler à la participation des groupes les plus marginalisés de la société.
 - avec les problématiques, ils adoptent une approche intégrée pour s'attaquer aux défis et prendre en considération les liens existants entre les questions soulevées. Ils adoptent une approche systémique des sociétés qu'ils perçoivent comme un ensemble de relations complexes entre des problématiques, entre des sociétés et enfin entre des sociétés et la nature.
- **Agir à partir de représentations** : dans leurs actions sociales, les jeunes ont généralement conscience que pour encourager au changement, il faut faire le lien entre les actions "concrètes", et les représentations que l'on s'en fait (comme cela est exprimé dans les médias, le système éducatif, l'opinion publique, les milieux artistique et culturel) et que le changement des valeurs et des représentations est un corollaire nécessaire et même une condition préalable pour un changement. De fait, leurs actions intègrent souvent une dimension éducative, des éléments pour une meilleure prise de conscience, etc.
- **Être conscient du rôle des jeunes** : les jeunes doivent à la fois concevoir les moyens et mettre en pratique leur volonté. Les jeunes doivent impérativement prendre part aux responsabilités et les assumer, non seulement parce qu'ils en seront plus tard les bénéficiaires et les représentants, mais aussi parce que beaucoup parmi eux ont déjà un rôle décisif à jouer dans leurs propres communautés. En prenant leurs responsabilités, les jeunes sauront quel comportement et quelles qualités un responsable du 21^{ème} siècle doit avoir, par exemple la sensibilité, la responsabilité vis-à-vis de la société et de l'environnement, une attitude positive pour le changement, un esprit et un comportement entrepreneurs et, surtout, la recherche de justice, de paix, d'amour et de bonheur. Aussi, lorsqu'ils seront plus âgés, les jeunes d'aujourd'hui ne devront pas oublier d'écouter les jeunes de demain, ce qui constituera une nouveauté par rapport à ce que la majorité des responsables font aujourd'hui. Enfin, un des aspects clés de la participation des jeunes au changement social est qu'ils sont intéressés et se sont engagés non seulement à s'attaquer aux enjeux qui les concernent, mais également aux défis majeurs de nos sociétés, du niveau local au niveau global, au 21^{ème} siècle.

Le rôle du secteur associatif

Les milieux politiques et économiques offrant peu d'espaces aux jeunes pour leur permettre d'agir et de jouer un rôle concret, c'est le secteur associatif - autrement dit la société civile organisée et les organisations non-gouvernementales à but non lucratif – qui est devenu un espace de plus en plus important pour eux leur permettant d'agir, de se renforcer, d'évoluer, de promouvoir leurs idéaux et leurs valeurs, de développer des projets et de résoudre des problèmes sociaux, culturels et environnementaux. Ce secteur joue en outre un rôle essentiel car il contribue au dialogue entre les différents milieux et sert de plate-forme de discussion pour les différents acteurs, permettant ainsi les débats politiques, la recherche, la formation, l'éducation et les liens avec des réseaux internationaux.

- **L'importance des réseaux** : Partout dans le monde les jeunes trouvent dans le milieu associatif des espaces pour mettre en application leurs valeurs et leurs idéaux en fonction des enjeux qu'ils rencontrent au niveau local et global. Malheureusement, il n'existe actuellement pas de lieu où l'on puisse partager les expériences vécues dans les différentes régions du monde. Pour cela, les réseaux entre les jeunes du monde entier se multiplient, en particulier grâce à Internet, depuis les années 90. Mais du fait de la diversité des problèmes sociaux et économiques dans le monde et du fossé entre le numérique et l'Internet, cette démarche naturelle de mise en réseau est beaucoup plus intense entre les jeunes des pays "développés" du "monde du Nord" qu'entre les jeunes du "monde du Sud". Ce processus doit encore être amélioré et étendu, via Internet ou par des réunions face à face, afin de rassembler les jeunes du monde entier, pour apprendre, partager, se renforcer et tracer les voies de l'avenir.
- **L'importance des compétences professionnelles et de la méthodologie** : même si les jeunes peuvent trouver aujourd'hui plus d'espaces dans le milieu associatif pour mettre en pratique leurs idées et leurs idéaux, il est clair qu'ils ont encore très nettement besoin d'études plus approfondies et de formations pour agir de manière professionnelle. Les universités et les centres de formation doivent prendre cela en considération et commencer à créer des cours et des formations pour préparer les jeunes militants à travailler dans le secteur associatif avec un bon niveau de compétences et des méthodologies efficaces. Encore une fois, il est aujourd'hui plus facile de trouver des cours et des programmes de formation dans le "monde du Nord" que dans le "monde du Sud" ce qui représente en soi un autre défi pour les jeunes. Toutefois, il y a un point positif : même en l'absence d'une structure académique très développée, à l'heure actuelle des jeunes militants, professionnels ou bénévoles, aident le secteur associatif à se professionnaliser et à se structurer dans les pays du Sud.
- **Pour une action sur l'ordre établi** : la société civile organisée, au-delà du clivage public/privé, est au service du bien et des enjeux publics sans subir les limites du système politique ni appartenir à aucune entité privée. Elle permet également de relier des acteurs et des enjeux qui appartiennent traditionnellement aux domaines publics et privés. C'est de cette manière que la société civile organisée peut aider à la réalisation des programmes locaux et mondiaux, en proposant d'y intégrer un grand nombre de questions, en façonnant les politiques en disposant d'acteurs divers qui participent à la conception de la politique, sa mise en œuvre, son contrôle et sa surveillance.
- **Pour faire évoluer les méthodes habituelles** : le secteur associatif dans son ensemble n'est limité par aucune frontière géographique ou mentale, il peut être présent et agir partout, au niveau local ou global, sur tout type de questions, en fonction de ses souhaits ou de ses besoins. C'est exactement cette approche qu'il propose aux jeunes, en

laissant de côté des concepts standards utilisés par le secteur gouvernemental et qui n'ont plus aucun sens, comme par exemple ceux d'"étrangers", de "frontière", de "besoin de visa", de "droits différents pour des nationalités différentes", de "religion" (*pris dans un sens différent de celui de croyances et de foi, qui sont très importantes et positives pour les cultures et le développement locaux et mondiaux*), etc. Les jeunes qui agissent dans le secteur associatif ont là une réelle opportunité de penser et d'agir sur l'ordre établi et sur la manière standardisée de faire les choses. Aussi, il sera peut-être possible à l'avenir et pour les générations futures de considérer la PERSONNE comme un **ETRE HUMAIN** et non plus comme un(e) Français(e), un(e) Brésilien(ne), un(e) Sud Africain(e), un(e) Chinois(e), un(e) Australien(ne) (*dans le sens de "nationalité", et non pas par rapport à leur propre culture et ses caractéristiques*); pas non plus comme un(e) Catholique, un(e) Protestant(e), un(e) Musulman(e), un(e) Juif(ve) (*dans le sens de "religion", et non pas dans celui de culture et de croyances, qui sont très positives et importantes*); ni non plus comme un(e) communiste, un(e) capitalise, de droite, de gauche (*dans le sens où il faut être ouvert aux façons de penser et de comprendre des autres, et non pas dans le sens de l'approche politique, qui reste très importante à comprendre et à avoir*).

- **Création d'une structure officielle du Parlement des jeunes** : une fois admis le fait que les jeunes doivent participer à la rédaction et à l'application de leur volonté, il faut alors encourager leur participation et la reconnaître, à travers la constitution d'un espace concret dans lequel les représentants des jeunes pourraient se rassembler et formuler des politiques et des projets qui ne soient pas seulement en faveur des jeunes mais aussi du monde entier, au niveau global mais également à tous les niveaux intermédiaires.

La réforme des Nations unies

Dans le cadre de la gouvernance mondiale, il est aujourd'hui urgent de réformer les outils et les instances pour les politiques mondiales, à commencer par les Nations unies, qui est la plus importante, car elle joue un grand rôle dans le contexte mondial. C'est en ce sens que l'ONU doit être réformée pour en faire une instance qui soit réellement à même de réguler la communauté mondiale, en respectant clairement les principes tels que la justice sociale, la paix dans les relations internationales, la représentativité de toute la population mondiale, la régulation des marchés économiques et la durabilité. Voici quelques pistes pour une telle réforme :

- Modifier la méthode de représentation des pays au sein de l'ONU en combinant les facteurs démographiques et géoculturels et en constituant des blocs régionaux de poids démographique semblable comme base pour l'attribution des sièges.
- Les ETRES HUMAINS pourraient aussi être représentés à l'ONU, et non pas seulement des pays, en ce sens que ces personnes ne représenteraient pas des intérêts nationaux, mais l'intérêt de l'humanité entière. Ces représentants pourraient être choisis par une élection mondiale directe et générale.
- Créer un Conseil Économique et Social qui régule vraiment les systèmes économiques en fonction des besoins humains, qui fasse le contrepoids du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC, et qui encourage des politiques de redistribution.
- Créer un Conseil des Jeunes pour discuter de leurs visions et de leurs besoins, en ouvrant un espace les rapprochant et leur permettant d'agir dans les milieux politiques et économiques.
- Donner à l'ONU la capacité de proposer des lois sur des questions internationales.

- Renforcer les processus de résolution des conflits au sein de l' ONU (sur une base régionale).

VI. COMPETENCES ET MODES DE VIE

L'enjeu et son impact

Il a été ressenti que les jeunes doivent agir de façon soutenue et urgente pour la protection des ressources non renouvelables de la planète, en se basant sur des sources d'information fiables, afin de mettre en garde contre la dégradation de l'environnement mondial.

Nous avons extrêmement appauvri nos écosystèmes, par la destruction des forêts, l'érosion des sols, l'assèchement des nappes phréatiques, la dévastation de la pêche, l'augmentation des températures, la disparition progressive des récifs de corail, la fonte des glaciers et la disparition d'espèces animales et végétales, pour ne citer que quelques exemples.

Dans le contexte asiatique, les exemples concrets sont nombreux. Ainsi, l'érosion des sols touche une grande partie du Kazakhstan, qui a perdu 50% de ses terres cultivables depuis 1980. Ou encore, aux Philippines, la déforestation a pris des proportions telles que l'industrie exportatrice basée sur les produits forestiers a disparu, en même temps que les ressources qu'elle représentait pour la population. Le record de température des eaux maritimes de surface des deux dernières années qui mettent en danger 70% du corail de l'Océan indien est un autre exemple. Sans parler du manque d'eau croissant en Inde et en Chine. De plus, l'augmentation de la population de ces pays, qui sont dans des situations de pollution environnementale extrême, atteint aujourd'hui des niveaux critiques. En Inde, la population a triplé depuis 1950 et la demande en eau a grimpé à un niveau tel qu'il faudrait le double des réserves en eau naturelle du pays pour l'assurer.

La crise de l'environnement est inextricablement liée à la crise des modes de vie, qui apparaît clairement dans la culture du consumérisme, du matérialisme et du gaspillage. Cette culture caractérise surtout les pays les plus riches et commence maintenant à s'étendre partout dans le monde. Qui d'entre nous parmi les jeunes d'Asie et d'ailleurs n'est pas confronté à une crise des modes de vie ? Le groupe de jeunes est convaincu que ces modes de vie profondément non durables et consuméristes sont particulièrement encouragés par les médias. Très souvent, les jeunes, qui sont les plus touchés par les effets dévastateurs de ces changements écologiques, n'ont pas conscience que ces modes de vie ne sont pas durables et qu'ils mettent directement en danger la vie même sur la Terre. Par ailleurs, dans d'autres cas, il apparaît que les idées et les opinions des jeunes sont souvent négligées ou contournées et que ces derniers ne sont pas représentés en nombre suffisant dans les processus de prise de décision.

Plusieurs participants ont réitéré le fait que les jeunes n'ont pas les moyens de suivre un mode de vie matérialiste et consumériste. Le modèle dominant de mondialisation hégémoniste amène rapidement les jeunes à adopter un mode de vie à la fois aliénant et non durable.

Nous ne réfléchissons pas assez sur nos compétences de vie ni autour d'un modèle rationnel de développement. Mais qu'est-ce qui nous a réellement empêchés d'acquérir des compétences de vie durables ?

Le système éducatif, la faiblesse de l'enseignement qu'il propose et les méthodes archaïques qu'il utilise, basées sur l'apprentissage machinal, ne nous permettent pas de développer nos capacités critiques et nous transforment en récepteurs passifs d'une certaine sagesse.

Certains parmi nous se sont questionnés sur le sens actuel du mot réussite et sur ses paramètres. La recherche de la-dite 'réussite' incite les gens à accepter sans réfléchir le paradigme de développement dominant et à adopter des modes de vie non durables. Elle est à l'origine d'une nouvelle forme de modernité. Dans ce contexte, la sagesse et la pensée traditionnelles autour de pratiques durables ont systématiquement été mises à l'écart.

Pistes de stratégies pour un changement

- Diffuser des campagnes d'information, à tous les niveaux, et en premier lieu dans les écoles et les collèges, qui doivent constituer les cibles principales. Les méthodes utilisées incluent des discussions de groupe, la constitution de clubs de préservation de la faune et de la flore, des camps de sensibilisation à l'environnement, des débats, des films autour de modes de vie durables et de pratiques traditionnelles sur l'environnement, et enfin des campagnes médiatiques.
- Travailler pour un système éducatif qui incite à la pensée critique, contrecarrant ainsi le système lourd des écoles et des collèges, basé sur les examens. Il faut mettre l'accent sur la construction de la pensée des jeunes pour leur permettre de devenir des agents du changement. Adopter des méthodes d'apprentissage différentes pour les jeunes en encourageant par exemple l'éducation à l'extérieur des écoles.
- Les modes de vie durables doivent d'abord être adoptés par les individus eux-mêmes. Chacun des participants s'est engagé à respecter un système de valeurs et un mode de vie durables dans son quotidien. Ils tâchent par exemple de ne pas gaspiller l'eau ni l'électricité, d'adopter un mode de vie basé sur l'économie d'énergie et d'étendre ce mode de vie dans le milieu du travail.
- Inciter les médias et l'industrie de l'imprimerie à utiliser du papier recyclé pour leurs publications.
- Animer des ateliers de travail créatifs pour les éducateurs, en proposant des utilisations innovantes de différents matériaux, par exemple les feuilles d'arbres pour du papier cadeau. Proposer des actions amusantes en faveur de la préservation des ressources naturelles, un défi essentiel pour les générations futures.
- Populariser des systèmes de gestion durable de l'énergie et de l'eau et les cultures organiques aux niveaux individuel, communautaire et national.
- Résister aux pratiques agricoles modernes non durables en mettant l'accent sur les monocultures et en préservant la biodiversité naturelle de la faune et la flore.
- Faire des recherches, mettre en question et faire du lobbying sur le gouvernement et d'autres instances nationales et internationales, en faveur du respect et d'une application plus stricte de toutes les lois nationales, les conventions et les protocoles internationaux, afin de promouvoir l'adoption de pratiques environnementales durables.
- Les compétences de vie doivent être encouragées aux niveaux individuel et communautaire. Elles sont liées aux capacités de prendre des décisions, de penser de façon créative, de communiquer avec les autres individus et plus largement avec toute la société.

* * * * *

**Liste des participants du Chantier Jeunes qui ont contribué
à la réalisation de ce document**

1. Bitemo	Franck	Congo (Brazaville)	S/c Forum des jeunes entreprises du Congo BP 13700 Brazaville République du Congo franckbitemo@yahoo.fr , franckbitemo@free.fr
2. Horn	Natasha	Grande Bretagne	58 St Pauls RD, Islington, London, N1 2QW United Kingdom tashahorn69@hotmail.com
3. Mulmi	Rajendra	Népal	GPO 8973, NPC 430, New Baneshwor Kathmandu, Nepal Tel : +977 1 429.051 Tel : +977 1 489.119 (pers) Fax : +977 1 434.645 rmulmi@infoclub.com.np
4. Rombauer	Eduardo	Brésil	Rua Antonio Jose da Silva, 106 Jd Europe, Sao Paulo SP CEP 01450-060 Brazil Tel : +55 11 210.2960 Tel/Fax : +55 11 870.2153 durombauer@uol.com.br
5. Bailey	Razaan	Afrique du Sud	39 Castletown Road, Wynberg 7800, Cape Town, South Africa. taming@mweb.co.za
6. Coppin	Fabrice	France	3, rue Ste Elisabeth Marseille 13002 France Tel : +33 6 81 05 46 90 (Res) Tel : +33 4 91 90 78 00 (Off) Fax : +33 4.91.90.85.38 fabdemars@hotmail.com
7. Kelly	Grainne	Irlande du Nord	Santa Maria, Latlurcan Monaghan, Co. Monaghan Republic of Ireland Tel : +33 47 83481 gra_kelly@hotmail.com
8. Lambert	Sterling	Canada	6535, rue de la Roche Montréal (Québec) - Canada H2S 2E2 Tel : +1 514 270.2883 lamwebb@cam.org
9. Nashef	Nadem	Palestine	Association for Arab Youth -Baladna Tel : 972-4-8523035 Fax : 972-4-8523427 Tel port : 972-50-647670 P.O.BOX 99604 Haifa 31996 Israel baladna@zahav.net.il www.baladna.4t.com nadem1@netvision.net.il
10. Assah	Gustave	Benin	03 BP 2097 Jericho Cotonou - Benin youthaftric@ifrance.com
11. Ahmed K	Sarfaraz	Inde	59, rue Saint Blaise 75020 Paris France Tel : +33699599412 sarfaraz@ndb.vsnl.net.in
12. Gelber	Ethan	Etats-Unis	215 West 98th Street, 7D New York, NY 10025 - USA Tel/Fax : +1 212.866.9306

			hub@bikeabout.org
13. Bernal	Marina	Mexique	Ignacio Esteva 30 bis Colonia San. Miguel Chapultepec Mexico City Tel : (525)515-3202 Fax : (525)5150399 marina2000mexico@yahoo.com
14. Mercado	Toni Ann	Philippines	Young People Against the Commercial Sexual Exploitation of Children. (YP-ACSEC) c/o ECPAT Philippines 123 V.Luna Road Ext. Sikatuna Village Diliman, Quezon City. Philippines. tonidcute@hotmail.com
15. Zivanovic	Tijana	Yugoslavie	49, Avenue Jean Jaurès 75019 Paris - France Tel : +33 6 20 41 71 57 tijana_z@yahoo.com
16. Babayeva	Elnara	Azerbaïdjan	Altay Mammedov Str. 6/6 Azerbaijan Tel : (99412)725111 Fax : 99412)926269 ellanrg@usa.net ayka-ngo@box.az
17. Mosneaga	Silvia	Moldavie	9, Traian Av. apt 34, MD-2060, Moldova Tel : 3732-761596, 3739137039 gorgona@mail.md
18. Henry Bagho	Stella Matutina	Soudan	STR 35 Sudan Council of Churches, Khatouvu, Box 469, SUDAN Tel : +249 11 472 544 stellatina@usa.net
19. Huang	Sheng	China	Peking Univ Education Foundation, Peking University Beijing, China 100871 Fax : 86 10 6275 5998 Tel : 8610 6275 4013 Tel : 8610 6275 1888 ch@pku.edu.cn johny@pkuef.org
20. Seki	Sarika	Japon	Sarika Seki Hussey c/o UNESCO Vietnam 23 Cao Ba Quat Hanoi - Vietnam Fax : 84 4 747 0274 Tel : 84 4 747 0275/6 sarichan@hotmail.com
21. Choudhary	Biplove	Inde	4337 Sector B Pocket 5 & 6 Vasant Kunj New Delhi 110070 India Tel/fax : +91 11 689 19 82 biplove@sofcar.org
22. Rambello	Nicole	Madagascar	Lot MB 200 Mahabo Andoharanofotsy 102 Antananarivo Madagascar Tél : +261 31 32 200 57 sem@dts.mg (préciser à l'attention de Nicole Rambello)
23. Higgins	Jane	Australie	International Youth Parliament 2000 Community Aid Abroad - Oxfam Australia PO Box 1000, Sydney NSW 1043 Australia Tel : +61 2 8204 3900 Fax : +61 2 9280 3436 janeh@sydney.caa.org.au
24. Martawardaya	Berly	Indonésie	Kenari Raya No 8 Bintaro Jata Ciputat 15412 Jakarta, Indonesia berly@yifan.net
25. Mesquita	Rui	Brésil	Rua Gaspar Perez, 311, Bloco E, Apt 103 Postal Code: 50.670-350 Recife, PE-Brazil Tel : +558132217151 Fax : +558132216911

			ruifo@uol.com.br
26. Hongbo	Pan	Chine	Gemma2010@xina.com
27. Xuan Linh Le	Linh	Vietnam	F314 108 Hospital's Living quarter- 39 Tran Khanh du str. 10000 Hanoi Vietnam gerimania2000@yahoo.co.uk
28. Diaz Pardo de Vera	David	Espagne	daviddp@jazzartistas.com
29. Pelayo	German	Espagne	german.pelayo@free.fr
30. Cossadia	Fatma	France	f.cosadia@dia-europe.org
31. Rioufol	Véronique	France	7, rue Edgar Poe 75019 Paris Tel : 0142386775 ou 06 88 23 90 53 vero@alliance21.org
32. Chalal	Mira	Algérie	area@wissal.dz
33. Aissaoui	Leila- Nadia	France	nadia@alliance21.org
34. Bencharif	Mounir	Algérie	area@wissal.dz
35. Jaiswal	Rakesh	Inde	rakjai@sancharnet.in
36. Solomon	Brett	Australie	5/338 Bondi Rd, Bondi Beach 2025 Sydney, Australia Tel : +61 2 9264.1356 ou 9365.6838 bretts@sydney.caa.org.au
37. Mello	Soraia	Brésil	Travessa 2 de junho, 1145 casa 08 Bairro Aparecida CEP 68040-480 Santarém - PA - Brasil Tel : 55 91 522 5671 soraiamello@yahoo.com.br
38. Belanger	Marie Claude	Canada	9, rue Francheville, Appt 3 Beauport G1E 7Z8 - Canada mcbgmt@vcn.bc.ca
39. Owiso	Michael	Kenya	Amani People's Theatre P.O. Box 13909 Nairobi, Kenya Tel : +254 2 577.892 Fax : +254 2 576.175 Port : +25472710912 apt@alphanet.co.ke
40. Addor	Jean Bernard	Canada	4485, Franchere #1, Montréal, Québec H2H 2K4 Canada Tel : +1 514 525.3789 Fax : +1 514 987.774 jbaddor@crossworld.echo.org

Liste de quelques réseaux et groupes ayant contribué à l'élaboration du présent document :

- Asian Youth Network ('Réseau des Jeunes asiatiques') - (Sarfaraz Khan et Biplove Choudhary)
- SOFCAR, Society for Conflict Resolution ('Organisation pour la Résolution des Conflits') - (Biplove Choudhary)
- International Youth Parliament 2000 ('Parlement International des Jeunes 2000' - IYP) (Brett Solomon et Jane Higgins)
- Rencontre Internationale sur l'Education, novembre 1998 (Nacéra Aknak Khan)
- Equipe de BikeAbout (Ethan Gelber)
- Réseau DIA (Fabrice Coppin et Fatma Cossadia)

- AEIFORIA: ONG Internationale *qui travaille pour la promotion de l'éducation pour participer à la construction d'un monde durable.* (David Diaz Pardo de Vera)
- Eco-Friends, Inde (Rakesh Jaiswal)